

BFF
A11E
331
H2
104^e ANNÉE
VOL. 104



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: avis juridiques

Part I: Juridical notices

Partie II: lois et règlements

Part II: Laws and Regulations

(Voir sommaire en dernière page)

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 9 décembre 1972

Québec, Saturday, December 9, 1972

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

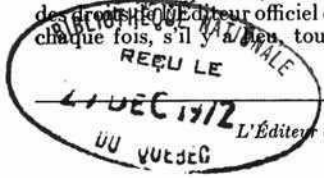
2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.



5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1^{er} janvier au 31 décembre \$20; du 1^{er} avril au 31 décembre, \$15 et du 1^{er} juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-0

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday*, noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883 — 1-52-0

AVIS JURIDIQUES

JURIDICAL NOTICES

**Ministère des institutions
financières, compagnies
et coopératives**

**Department of Financial
Institutions, Companies
and Cooperatives**

Lettres patentes (I^{re} partie)

Letters Patent (Part I)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes constituant en corporation:

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice that, pursuant to Part I of the Companies Act, he has granted letters patent incorporating:

Nom / Name	Siège social / Head Office	Incorporation		
		Date		
Administration Jean-Paul Ouellet inc.	2833, rue Légaré, Québec	23	11	72
Afgis International Realty Corporation	1 place Ville Marie, Suite 3635, Montréal			
Corporation immobilière Internationale Afgis	113	22	11	72
Agence Sociale et Matrimoniale Junon inc.	Montréal	06	09	72
Alimentation en gros Bhéret Ltée.	109, des Neiges, Neufchâtel	21	11	72
Alimentation Holland inc.	550, de Perpignan, Charlesbourg	30	08	72
Aménagement et Placements Malone limitée	Châteauguay-Centre	18	09	72
Malone Development and Investments Limited				
Appartements Risca limitée	1115, rue Sherbrooke ouest, Montréal	21	11	72
Appartements Tisca limitée	1115, rue Sherbrooke ouest, Montréal	21	11	72
Appartements Visca limitée	1115, rue Sherbrooke ouest, Montréal	21	11	72
Aralum inc.	1440 St. Catherine West, Suite 310, Montréal	20	11	72
Les Armoires Modernes inc.	1850, Place Iberty, Québec	02	10	72
Les ascenseurs Prestige inc.	Montréal	17	11	72
Prestige Elevators Inc.				
Les Assurances Arpin, Langelier, Brodeur, Phaneuf, inc.	690, Ste-Anne, Saint-Hyacinthe	25	09	72
Assurances Fleurant, Lacroix, Labelle inc.	Laval	29	09	72
Fleurant, Lacroix, Labelle Assurances Inc.				
B. & B. Travel Ltd.	Montreal	20	11	72
Voyage B. & B. Ltée.				
Bacaudio inc.	Boucherville	17	11	72
Barbeau, Crute and Associates Inc.	Montreal	17	11	72
Barbeau, Crute et associés inc.				
Le Bateau-Théâtre L'Escale inc.	Hull	03	10	72
Bel-Go Food Brokers (Québec) Inc.	6999 Côte des Neiges, Suite 31, Montreal			
Courtiers en alimentation Bel-Go (Québec) inc.	249	16	11	72
Beljarent inc.	Drummondville	24	08	72
Bennett Arms & Sports Equipment Ltd.	182 Churchill Boulevard, Greenfield Park	08	05	72
Les Armes & Équipements de Sport Bennett Ltée.				
J. Émile Bigras & Fils inc.	Pointe-Gatineau	13	09	72
J. Émile Bigras & Sons Inc.				
M. Boisselle Service Station Inc.	1640, rue Dollard, Lasalle	18	09	72
Station de Service M. Boisselle inc.				
Bordeaux General Contractor Inc.	Saint-Léonard	22	11	72
Entrepreneur général Bordeaux inc.				
Botran inc.	1106, avenue Dijon, Sainte-Foy	10	10	72

Nom / Name	Siège social / Head Office	Incorporation		
		Date		
Boutique Panier (Montréal) inc.	628 de Maisonneuve Boulevard, Montréal.	12	09	72
Brasserie St-Laurent ltée.	1192, boulevard St-Laurent, Montréal.	05	10	72
Butterfly Seven Sportswear Inc.	Montreal.	03	10	72
Vêtements de Sport Papillon Sept inc.				
Camping Koa Val d'Or inc.	Val d'Or.	23	11	72
Caouette & Saucier inc.	Matagami.	10	10	72
Carrefour Montréal inc.	Montréal.	20	11	72
Cassette Drysard inc.	2900, Chemin St-Louis, Sainte-Foy.	07	09	72
Chauffage Biron inc.	Saint-Étienne.	13	10	72
Chauffage Denis Vallée & fils inc.	Repentigny.	29	09	72
Le club sportif de la Butte inc.	Notre-Dame-du-Mont-Carmel de Lacolle.	17	11	72
Les Confections Maurice Perreault inc.	Châteauguay.	13	09	72
Les Constructions Acibec ltée.	Montréal.	11	10	72
Les Constructions Myroy inc.	135, 47 ^e rue est, Charlesbourg.	10	10	72
Myroy Constructions Inc.				
Constructions Yvette Poirier inc.	Varenes.	20	09	72
Côté et Bouchard ltée.	Chibougamau.	03	10	72
Croteau & Lessard inc.	2260, boulevard de Blois, Laval.	01	09	72
Darling Electric Inc.	Warden.	02	10	72
Les Installations Électriques Darling inc.				
Jules Deblois inc.	1750, de Lery, Québec.	21	11	72
Desrosiers Assurances Inc.	Port-Cartier.	15	09	72
Assurances Desrosiers inc.				
Développement Tyrol inc.	6510 Wilderton Avenue, Apartment 604, Montreal.	22	11	72
Tyrol Development Inc.	Montréal.	25	09	72
Dieppe Enterprises Inc.				
Les Entreprises Dieppe inc.				
Dormier Ambassador Inc.	191, Prince-Édouard, Québec.	06	10	72
Durar inc.	Québec.	04	10	72
Les éditions Tardivel inc.	Loretteville.	17	11	72
Elarco Inc.	224, rue Lavallée, Sherbrooke.	12	10	72
Entreposage Sorel inc.	rue St-Pierre, Sorel.	21	11	72
Entreprise Wary inc.	Montréal.	05	10	72
Entreprises Nortec inc.	6475, Place Malouin, Charlesbourg.	22	11	72
Les Entreprises T. Carrière ltée.	8102, rue St-Denis, Montréal.	29	09	72
Équipement Sportif Mobile ltée.	510, des Sables, Québec.	07	09	72
Mobile Sport Equipment Ltd.				
Équipements V.A.L. ltée.	Roberval.	17	11	72
F & I Holdings Ltd.	Greenfield Park.	10	10	72
J. Arthur Farrah inc.	Cap-aux-Meules, Îles de la Madeleine.	17	11	72
G.S. Tool & Supply Ltd.	Montreal.	22	11	72
Outils & accessoire G.S. ltée.				
J.M. Gagné inc.	Anjou.	02	10	72
Genisol inc.	Rimouski.	21	11	72
Gérald Transport Chambly Inc.	3730, Chemin Grande Ligne, Chambly.	20	09	72
Transport Gérald Chambly inc.				
Gestion APEQ inc.	Montréal.	12	10	72
Gestion François Bourgeois ltée.	6, Parc du Golf, Arthabaska.	27	09	72
H T M Colour Separation Inc.	88 Hymus Boulevard, Pointe Claire.	05	09	72
Procédé de Séparation de Couleurs H T M inc.				
Halte pour Enfants Outremont.	666, Champagneur, Outremont.	05	05	72
Halt for Children Outremont.				
Héon Service Station Inc.	Daveluyville.	22	11	72
Station de service Héon inc.				
Hubbard & Meury Inc.	Salaberry-de-Valleyfield.	07	08	72
Identicard (Québec) limitée.	Québec.	20	09	72
Les Immeubles de la Chaudière inc.	Saint-Georges-Est.	03	07	72

Nom / Name	Siège social / Head Office	Incorporation		
		Date		
Les Immeubles G.L.D. inc.	Jonquière	30	06	72
Les immeubles Home Smith (Montréal) limitée <i>Home Smith Properties (Montreal) Limited</i>	Montréal	23	11	72
Les Immeubles Rochers Bleus (Sutton) inc.	Sutton	14	09	72
<i>Impact Rug Inc.</i>	Montréal	21	11	72
Tapis Impact inc.				
Importations Alico inc.	1613, rue Royale, Trois-Rivières	22	09	72
Imprimerie Gascoyne inc. <i>Gascoyne Printing Inc.</i>	2272 Hampton Avenue, Montréal	26	09	72
Les Installations Électriques C. Léveillé inc.	1695, rue Trépanier, Brossard	02	11	72
Isolation Igloo inc. <i>Igloo Insulation Inc.</i>	Montréal	20	11	72
James-Allan Industries Inc. Les Industries James-Allan inc.	Montréal	02	10	72
Joly Polly Inc.	2600, rue Wurtele, Montréal	15	09	72
Laboratoire d'Optique Madeleine inc.	Cap-aux-Meules	07	08	72
Lépine & Lépine inc.	60A, Sauriol, Laval-des-Rapides, Laval	20	11	72
<i>Longueuil Tower Crane Ltd.</i>	Montréal	14	09	72
Les Grues Mobiles de Longueuil Ltée				
<i>M.L.D. Automotive Inc.</i>	160, 69e avenue, Chomedey, Laval	23	11	72
Accessoires automoteurs M.L.D. inc.				
Le Manoir Anbar de Montréal Nord inc.	3641, boulevard Gouin, Montréal-Nord	21	11	72
Mercerie André Charlebois inc.	Hull	07	08	72
L.N. Messier (Québec) Ltée	8515 Devonshire Place, Mount Royal	02	10	72
Métal Belfer inc.	6477, rue Foster, Waterloo	18	09	72
Meubles Guy Jacques inc.	Montréal	20	11	72
<i>Micro Tool Ltd.</i>	10801, Cantin, Montréal 461	22	11	72
Outillage Micro Ltée				
<i>Monkland Trading Co. Ltd.</i>	5820 Monkland Avenue, Montreal	16	11	72
La compagnie du commerce Monkland Ltée				
Motel de la Capitale inc.	14, rue Pie XII, Beauport	23	11	72
Motel Rita inc.	Sainte-Flavie	13	09	72
Niveleuse Richard inc.	3195, 21e avenue, Laval	13	09	72
<i>Noran Instrumentation Inc.</i>	252, rue St-Georges, Cap-de-la-Madeleine	02	10	72
Instrumentation Noran inc.				
Norgate Pastry Shop Inc.	1151 Décarie Boulevard, Montréal	06	10	72
A.A. Norris (Québec) Inc.	Montréal	27	09	72
Novorex Corporation Ltée	7676, 6e rue, Rivière-des-Prairies, Montréal	17	11	72
<i>Ouellet-Labonté Structural Steel Ltd.</i>	12572, rue Lanthier, Montréal-Nord	22	11	72
Structure d'acier Ouellet-Labonté Ltée				
Paprocki, Leclair & associés inc.	2125, rue Jean-Talon est, Montréal 329	20	11	72
Pavillon Marc Ltée	Laval	15	09	72
<i>Philippon Diamond Drilling Inc.</i>	Rouyn	21	11	72
Forage à diamant Philippon inc.				
Place Ste-Croix inc.	Ste-Croix, comté de Lotbinière	16	11	72
Les Placements R.J.D. inc. <i>R.J.D. Investments Inc.</i>	215, rue Notre-Dame, Repentigny	13	09	72
Plaformix inc.	35, Tremblay, Iberville	20	11	72
Les Prêts S.M.G. inc.	Québec	04	10	72
Jacques Prévost & associés limitée	Montréal	16	11	72
Privalco Inc.	Salaberry-de-Valleyfield	21	09	72
Les Productions Emprise inc.	7, rue Drapeau, Place Bonaventure, Montréal	29	09	72
Les productions Explo-Mundo inc.	451, rue St-Sulpice, Montréal	22	11	72
Projet P.O.B. inc. <i>P.O.B. Project Inc.</i>	Salaberry-de-Valleyfield	10	10	72

Nom / Name	Siège social / Head Office	Incorporation		
		Date		
Les promotions publicitaires Habitat Deux Mille Un ltée	318, boulevard des Prairies, Laval-des-Rapides, Laval	21	11	72
Provipec inc.	1580, boulevard Marie Victorin, Laval	06	09	72
Quercus Properties Inc.	678 - 16th Avenue, Lasalle	20	11	72
Les immeubles Quercus inc.				
Restaurant Chez Re-No (St-Léonard) inc.	4252, boulevard Métropolitain est, Saint-Léonard	09	08	72
Le Restaurant le XVIème ltée	1 Place Ville Marie, Suite 930, Montreal	05	10	72
Salomon & Nissim Ltd.	18 Jolicoeur Street, Suite 4, Victoriaville	20	11	72
Salomon & Nissim ltée				
Service domestique C & M inc.	1757, rue Bédard, Vimont, Laval	16	11	72
Service et pièces de moto-neige de Beauce inc.	Saint-Georges	21	11	72
Les Services d'Acier d'Armature Claude inc.	32, boulevard St-Elzéar, app. 3, Laval	22	09	72
Les Services d'Entretien Brafor inc.	Matane	03	10	72
Servigraph Inc.	146, Bates, Outremont	21	11	72
La Société Celescar inc.	908, rue St-Jean, Québec	07	09	72
Société d'Analyse Financière Lo-Ro inc.	Montréal	12	07	72
Société de Gestion Generec inc.	Dorval	12	09	72
Generec Holding Corporation Inc.				
La société de placements Mepech inc.	480, Mont-Royal est, suite 21, Montréal	21	11	72
Société d'investissement Lopus inc.	102, rue de Champagne, Saint-Lambert	22	11	72
Les Sports Jean-Louis Marcotte inc.	Québec	03	10	72
Jean-Louis Marcotte Sports Inc.				
Summit-Imperial Developments Ltd.	500 Place d'Armes, Suite 1200, Montreal	22	11	72
Les Supermarchés S.P.A.N.A. inc.	11601, Albert-Hudon, Montréal-Nord	22	09	72
T.N. Wholesale Distribution Center Ltd.	Montreal	21	11	72
Centre de distribution en gros T.N. ltée				
Tip Top Stables Inc.	Rural Road Number 3, Saint-Chrysostome	21	08	72
Trall limitée	183, boulevard Gréber, Pointe-Gatineau	16	11	72
Transport Bernard ltée	978, rue St-Jean-Baptiste, Ancienne-Lorette	05	10	72
Trans-World Industrial Development Inc.	Montreal	16	11	72
Aménagement industriel international inc.				
Urban Developments of Hull Inc.	Hull	16	11	72
Les aménagements urbains de Hull inc.				
Les Voiliers aux Quatre Vents inc.	280, Bullard, Magog	07	07	72
W. & G. Garage Inc.	5375, Grande-Allée, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur	17	11	72
Garage W. & G. inc.	7642 St. Hubert Street, Montreal	20	11	72
Wardex Textiles Inc.				
Les textiles Wardex inc.				
Weber Farms Inc.	Rural Route 1, Cantley	21	11	72
Les fermes Weber inc.				

49331-o Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

49331-o PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

Lettres patentes (3^e partie)

Letters Patent (Part III)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes constituant en corporation:

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice that, pursuant to Part III of the Companies Act, he has granted letters patent incorporating:

Nom / Name	Siège social / Head Office	Incorporation	
		Date	
<i>Alpine Estates Home Owners Association Inc.</i> L'Association des propriétaires Domaine Alpine inc.	Saint-Adolphe d'Howard	20	11 72
Amicale des anciens de la musique Royal 22e Régiment inc.	1018, rue Louis-Riel, Sainte-Foy	20	11 72
Les Amis du Hockey Hauterive inc.	Hauterive	05	10 72
Association des Artistes Internationaux du Québec <i>The International Artists of Québec Association.</i>	3536 Addington Street, Montreal	18	09 72
Association des Offices Municipaux d'Habitation du Québec	Québec	12	07 72
Association des Sports Équestres de l'Estrie inc.	Sherbrooke	31	08 72
La Brigade des Pompiers de La Pocatière inc.	La Pocatière	08	09 72
Camp Rolland Germain, inc.	1864, William-David, Montréal	02	10 72
Centre d'Artisanat International ltée	Montréal	11	01 72
Les Chevaliers de la motoneige de New Richmond inc.	New Richmond	17	11 72
Club d'Attelages de Chiens du Québec (C.A.C.Q.) inc.	Québec	16	10 72
Club de l'Âge d'Or de St-Guillaume inc.	Saint-Guillaume, comté d'Yamaska	16	11 72
Le club de l'Âge d'Or les Joyeux Copains	Grande-Rivière	17	11 72
Le Club de l'Âge d'Or St-Germain de Rimouski	Rimouski	24	08 72
Club de Moto-Neige de l'Étape de Ste-Clothilde ltée	Sainte-Clothilde-de-Horton	04	08 72
Club de Moto-Neige Feuille d'Érable Ste-Clothilde inc.	Sainte-Clothilde	19	09 72
Club de Moto-Neige La Grange (Ste-Jeanne-d'Arc) inc.	Sainte-Jeanne-d'Arc	29	09 72
Club de motos-neige Alouette inc. <i>Alouette Snowmobiles Club Inc.</i>	Base de Bagotville	23	11 72
Club de Motos-Neige de Baldwin <i>Baldwin Snowmobiles Club.</i>	Coaticook	26	09 72
Club de motos-neige St-Bonaventure (Yamaska) inc.	Saint-Bonaventure, comté d'Yamaska	21	11 72
Club de Plein Air de Chandler inc.	Chandler	03	10 72
Le club de voile les Safrans inc.	Rivière-du-Loup	17	11 72
Club Les Neiges Lystania	Lyster	28	08 72
Club Motos-Neige Les Castors du Lac-de-la-Montagne-Noire	Saint-Donat	31	08 72
Club Optimiste LaSalle inc.	Lasalle	12	06 72
Club Social du Conseil Central des Syndicats Nationaux de Joliette (C.S.N.)	Joliette	21	09 72
Club sportif les Voyageurs de Rimouski inc.	Rimouski	21	11 72
Club Sportif St-Zacharie inc.	Saint-Zacharie	20	09 72
Faresh inc.	Shawinigan-Sud	25	08 72
Ferme Beaulieu inc.	Saint-Jean-Chrysostôme	13	09 72
Le Groupe Spiri-Mat inc.	1025, rue Bélanger est, Montréal 328	24	08 72
La Ligue de Hockey de l'Estrie <i>Estrie Hockey League.</i>	Granby	10	07 72

Nom / Name	Siège social / Head Office	Incorporation	
		Date	
Les Loisirs de Cap-à-l'Aigle inc.	Cap-à-l'Aigle, comté Charlevoix	24 07	72
Les loisirs St-Stanislas-de-Kostka inc.	Saint-Stanislas-de-Kostka	20 11	72
Maison d'Accueil de Montréal pour Immigrants	10609, rue St-Denis, Montréal	01 05	72
Multiples Services Ménagers (Montréal) inc.	Montréal	05 10	72
Night Owl Cross Country Ski Club Inc.	15, Brome, Place Bonaventure, Montréal	02 10	72
Le Club de Ski de Fonds Hiboux de Nuit inc.			
L'Orchestre Symphonique Junior de Laval inc.	Laval	18 09	72
Laval Junior Symphonic Orchestra Inc.			
L'Ordre Naturiste Social de Saint-Marc l'Évan- gélisme inc.	7103, St-Denis, Montréal	20 09	72
La Société Historique de la Prairie de la Magde- leine	La Prairie	18 09	72

49331-o *Le directeur du service des compagnies,*
PIERRE DESJARDINS.

49331-o *PIERRE DESJARDINS,*
Director of the Companies Service.

**Avis d'annulation de lettres patentes
(1^{er} avis)**

**Notice of annulment of letters patent
(1st notice)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis aux compagnies ou corporations suivantes, constituées par lettres patentes sous l'autorité de la Loi des compagnies:

a) qu'elles ont omis de produire le rapport prescrit par l'article 4 de la Loi des renseignements sur les compagnies (S.R.Q. 1964, ch. 273) pour les années indiquées;

b) et qu'en conséquence faute par elles d'avoir fourni ledit rapport pour lesdites années tel que prescrit par la loi et de payer les droits exigibles dans les 60 jours de la publication dudit avis, il entend procéder à l'annulation de la charte desdites compagnies ou corporations:

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby notifies the following companies and corporations incorporated by letters patent pursuant to the Companies Act that:

(a) they have neglected to file the return required pursuant to section 4 of the Companies Information Act (R.S.Q. 1964, Ch. 273) for the year(s) indicated below; and that,

(b) therefore, should they fail to submit the said return for the abovementioned years, as prescribed by law, and also fail to pay the required fees, within 60 days from the date of publication of this notice, he will annul their charter.

Nom / Name	Incorporation		Années des rapports Year(s) for which return required	Droits exigibles Exigible fees
	Date			
L'Achigan Holdings Ltd.	02 11	55	1962 à-to 1971	\$100.00
Atlantic Steel Corporation	09 07	59	1964 à-to 1971	80.00
Carel Chaussures ltée	31 08	66	1966 à-to 1972	70.00
Carel inc.	31 05	63	1968 à-to 1972	50.00
Commercial Maintenance Co. Ltd.	22 10	56	1958 à-to 1971	140.00
Cook Construction ltée	17 12	62	1963 à-to 1972	100.00
General Insurance & Claim Service Inc.	31 08	54	1967 à-to 1972	60.00
Service Général d'Assurances & Réclamations inc.				
Plast-O-Matic inc.	22 10	65	1967 à-to 1972	60.00
The Tap Room Inc.	15 08	62	1968 à-to 1972	50.00

49331-o *Le directeur du service des compagnies,*
PIERRE DESJARDINS.

49331-o *PIERRE DESJARDINS,*
Director of the Companies Service.

Fusion de compagnies

Amalgamation of companies

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes autorisant la fusion de:

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives hereby gives notice that, pursuant to the Companies Act, he has granted letters patent authorizing the amalgamation of:

Nom de la nouvelle compagnie <i>Name of new company</i>	Siège social <i>Head office</i>	Fusion <i>Amalgamation</i> Date	Noms des compagnies fusionnées <i>Names of companies amalgamated</i>
Capitol Industries Ltd.	5795 de Gaspé Avenue, Montreal	30 06 72	Capitol Industries Ltd. Security Hardware Company Home Hardware Mfg. Corp.
La Cie de Bois de Luceville ltée <i>The Luceville Lumber Co. Ltd.</i>	Luceville	01 11 72	Industries de Luceville inc. / <i>Luceville Industries Inc.</i> La Cie de Bois de Luceville inc. / <i>The Luceville Lumber</i> <i>Co. Inc.</i>
Columbia-Rivershore Investments Ltd.	1245 Sherbrooke Street West, Suite 1740, Montréal.	10 11 72	Rivershore Investments Ltd. Columbia Investments Ltd.
Couillard Entreprises inc.	Sainte-Foy	29 06 72	Couillard Entreprises inc. Couillard Entreprises (Divi- sion Domiciliaire) inc. Domaine du Versant inc. Immeubles des Seigneurs inc.
A.L. Green Ltd.	8515, Place Devonshire, Montreal.	06 10 72	A.L. Green Ltd.
A.L. Green ltée	Laval	01 09 72	L.N. Messier limitée
Perrette Dairy Limited Laiterie Perrette limitée			Perrette Dairy Ltd. / Laiterie Perrette ltée, Laiterie Régale inc. / <i>Regal</i> <i>Dairy Inc.</i> Magasins Utilités inc. / <i>Utili-</i> <i>ties Stores Inc.</i> Perrette Dairy (Laval) Ltd. / Laiterie Perrette (Laval) ltée

49331-0

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

49331-0

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

**Chartes —
demandes d'abandon de**

**Charters —
Applications for Surrender of**

Georges Durand inc.

Georges Durand inc.

Prenez avis que la compagnie « Georges Durand Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Notice is given that "Georges Durand inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Joliette, ce 23e jour de novembre 1972.

Joliette, this 23rd day of November, 1972.

49350-0

Les procureurs de la compagnie,
DUGAS, DUGAS & GAGNON.

49350

DUGAS, DUGAS & GAGNON,
Attorneys for the Company.

Bonnie Lingerie Limited

Avis est par les présentes donné que « Bonnie Lingerie Limited », une corporation constituée sous l'autorité de la Loi des compagnies et ayant son bureau-chef dans la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 23 novembre 1972.

49348-o *Le procureur de la compagnie,*
EDWARD G. TANNAGE, C.R.

Bonnie Lingerie Limited

Notice is hereby given that "Bonnie Lingerie Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, November 23, 1972.

49348-o EDWARD G. TANNAGE, Q.C.,
Attorney for the Company.

Compagnie Immobilière du Conseil du District de Montréal, de la Fraternité-Union des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique

Avis est par les présentes donné que la « Compagnie Immobilière du Conseil du District de Montréal, de la Fraternité-Union des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique » une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 19 octobre 1972.

49349-o *Les procureurs de la compagnie,*
CUTLER, LANGLOIS & CASTIGLIO.

Compagnie Immobilière du Conseil du District de Montréal, de la Fraternité-Union des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique

Notice is hereby given that the "Compagnie Immobilière du Conseil du District de Montréal, de la Fraternité-Union des Charpentiers et Menuisiers d'Amérique", a corporation duly constituted in virtue of Part I of the Companies Act and having its head office in Montreal, District of Montreal, will ask leave for the surrender of its charter to the Minister of the Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the whole in conformity with the Companies Act.

Montreal, this October 19, 1972.

49349-o CUTLER, LANGLOIS & CASTIGLIO,
Attorneys for the Company.

Paul Houle inc.

Avis est par la présente donné, que « Paul Houle inc. », une compagnie incorporée sous la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Montréal, présentera une requête au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 20e jour d'octobre 1972.

49351-o *Le président,*
PAUL HOULE.

Paul Houle inc.

Notice is hereby given that "Paul Houle inc.", a company incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office in Montreal, will present a petition to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Companies Act.

Dated in Montreal, this 20th day of October, 1972.

49351 PAUL HOULE,
President.

Kobay Research & Development Corporation

Avis est par les présentes donné que « Kobay Research & Development Corporation » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, le 30 novembre 1972.

49378-o *Le secrétaire,*
LILY STEIN.

Kobay Research & Development Corporation

"Kobay Research & Development Corporation", hereby gives notice that it will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Québec, for acceptance of the surrender of its charter.

Dated at Montreal, November 30, 1972.

49378-o LILY STEIN,
Secretary.

Toy Creations Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Toy Creations Ltd. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, le 30 novembre 1972.

49380-o *Le secrétaire,*
SOL DREW.

Toy Creations Ltd.

"Toy Creations Ltd.", hereby gives notice that it will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Québec, for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, November 30, 1972.

49380-o SOL DREW,
Secretary.

La Société de Placements Dentura Inc.
(Antérieurement: Dépôt Dentaire Limitée)

Prenez avis que la compagnie « La Société de Placements Dentura Inc. », (antérieurement: Dépôt Dentaire Limitée) compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera à l'Honorable ministre des institutions financières, coopératives et compagnies, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 4 décembre 1972.

Le secrétaire,
DR JACQUES CASAUBON.

2100 est, rue Jean Talon,
Montréal, Québec.

49379-0

La Société de Placements Dentura Inc.
(Antérieurement: Dépôt Dentaire Limitée)

Notice is hereby given that "La Société de Placements Dentura Inc.", (Previously: Dépôt Dentaire Limitée), a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this December 4, 1972.

DR. JACQUES CASAUBON,
Secretary.

2100 est, rue Jean Talon,
Montreal, Québec.

49379-0

Rummy Investments Inc.

La compagnie « Rummy Investments Inc. » donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 21 novembre 1972.

Les procureurs de la requérante,
FRANKEL & FRANKEL.

49355

Rummy Investments Inc.

Notice is given that "Rummy Investments Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, November 21, 1972.

FRANKEL & FRANKEL.
Attorneys for the applicant.

49355-0

Romaine Electric Company

Avis est par les présentes donné que « Romaine Electric Company », corporation dûment constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Tracy, province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, pour avoir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Le secrétaire,
R. A. GREEN.

49356-0

Romaine Electric Company

Notice is hereby given that "Romaine Electric Company", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the Town of Tracy, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

49356-0

R. A. GREEN,
Secretary.

Tov Investments Inc.

Avis est par les présentes donné que « Tov Investments Inc. », compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 12 septembre 1972.

Le procureur de la compagnie,
ALEXANDER I. POPLIGER, C.R.

10 St. Jacques Ouest,
Montréal, P.Q.

49357-0

Tov Investments Inc.

Notice is hereby given that "Tov Investments Inc.", a company incorporated under the Companies Act will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, September 12, 1972.

ALEXANDER I. POPLIGER, Q.C.,
Attorney for the company.

10 St. James St. West,
Montreal, P.Q.

49357-0

Alpha Tool Corporation

Avis est par les présentes donné que « Alpha Tool Corporation » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, le 30 novembre 1972.

Le secrétaire,
S. DREW.

49374-0

Alpha Tool Corporation

"Alpha Tool Corporation" hereby gives notice that it will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Québec, for acceptance of the surrender of its Charter.

Montreal, November 30, 1972.

49374-0

S. DREW,
Secretary.

Twinpak-Gilbert Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Twinpak-Gilbert Ltd. », constituée en vertu de la Loi des compagnies (Québec) et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 20^e jour de novembre 1972.

49358-o *Le secrétaire,*
E. S. KIRKLAND.

Twinpak-Gilbert Ltd.

Notice is hereby given that "Twinpak-Gilbert Ltd.", incorporated under the Companies Act (Québec) and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of November, 1972.

49358-o E. S. KIRKLAND,
Secretary.

Bocage Notre-Dame Inc.

Avis est par les présentes donné que « Bocage Notre-Dame Inc. », une corporation constituée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de ladite loi.

Montréal, ce 17 novembre 1972.

49375-o *La présidente,*
DENISE LECLAIR.

Bocage Notre-Dame Inc.

Notice is hereby given that "Bocage Notre-Dame Inc.", a corporation incorporated under Part III of the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the said Act.

Dated at Montreal, this November 17, 1972.

49375-o DENISE LECLAIR,
President.

Centre de Notification Carte Noire Inc.

Prenez avis que la compagnie « Centre de Notification Carte Noire Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, la permission d'abandonner sa charte.

St-Hyacinthe, le 29 novembre 1972.

49376-o *Le procureur de la compagnie,*
LAURENT JUTRAS.

Centre de Notification Carte Noire Inc.

Take notice that the company "Centre de Notification Carte Noire Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

St-Hyacinthe, November 29, 1972.

49376-o LAURENT JUTRAS,
Attorney for the company.

Holomag Investments Ltd.

La compagnie « Holomag Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 28^e jour de novembre 1972.

49377 *Les procureurs de la compagnie,*
PHILLIPS & VINEBERG.

Holomag Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Holomag Investments Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of November, 1972.

49377-o PHILLIPS & VINEBERG,
Attorneys for the Company.

Rolling Overhead Door Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Rolling Overhead Door Co. Ltd. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 17 novembre 1972.

49354-o *Le procureur de la compagnie,*
JOSEPH P. MILLER, *avocat.*

Rolling Overhead Door Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Rolling Overhead Door Co. Ltd." will ask to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the permission to surrender its charter.

Montreal, November 17, 1972.

49354-o JOSEPH P. MILLER, *Advocate,*
Attorney for the Company.

Independent Enterprises Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Independent Enterprises Ltd. », constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 2e jour de novembre 1972.
Les procureurs de la compagnie,
 49352-o BRISKIN & NARVEY.

Indevco Québec Limited

Avis est donné que la compagnie « Indevco Québec Limited », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Les procureurs de la requérante,
 DOHENY, DAY, MACKENZIE, GRIVAKES,
 49353-o GERVAIS & LEMOYNE.

Independent Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that "Independent Enterprises Ltd." incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, in conformity with the provisions of the Companies Act.

Given in Montreal, this 2nd day of November, 1972.
 BRISKIN & NARVEY,
 49352 Attorneys for the Company.

Indevco Québec Limited

Notice is hereby given that "Indevco Québec Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

DOHENY, DAY, MCKENZIE, GRIVAKES,
 49353-o GERVAIS & LEMOYNE,
 Attorneys for the Petitioner.

**Divers
Compagnies**

**Miscellaneous
Companies**

**Matériaux Gatineau inc.
Gatineau Materials Inc.**

La compagnie « Matériaux Gatineau inc. — Gatineau Materials Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
 G. MARCIL.
 49342-o 3811-47

Cinévision Itée

La compagnie « Cinévision Itée » donne avis qu'elle a augmenté de 4 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
 JOEL A. PINSKY.
 49359 2471-66

Dendrek Inc.

La compagnie « Dendrek Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
 ROBERT C. DARVEAU.
 49360-o 722544

Lumen Inc.

La compagnie « Lumen Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 9.

Le secrétaire,
 PAUL DESROSIERS.
 49362-o 11276-62

**Matériaux Gatineau inc.
Gatineau Materials Inc.**

Notice is given that "Matériaux Gatineau inc. — Gatineau Materials Inc." has decreased the number of its directors from 5 to 3.

G. MARCIL,
 49342 Secretary.
 3811-47

Cinévision Itée

Notice is given that "Cinévision Itée" has changed the number of its directors from 4 to 5.

JOEL A. PINSKY,
 49359-o Secretary.
 2471-66

Dendrek Inc.

Notice is given that "Dendrek Inc." has increased the number of its directors from 3 to 5.

ROBERT C. DARVEAU,
 49360-o Secretary.
 722544

Lumen Inc.

Notice is given that "Lumen Inc." has increased the number of its directors from 5 to 9.

PAUL DESROSIERS,
 49362 Secretary.
 11276-62

Joe's Steak House Ltd.

La compagnie « Joe's Steak House Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
M. POLLACK.
4174-51

49361

Joe's Steak House Ltd.

Notice is given that "Joe's Steak House Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

M. POLLACK,
Secretary.
4174-51

49361-o

Montreal Auto Delivery Service Ltd.

La compagnie « Montreal Auto Delivery Service Ltd. » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire-trésorier,
AUDNA SMITH.
4254-64

49363

Montreal Auto Delivery Service Ltd.

Notice is given that "Montreal Auto Delivery Service Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

AUDNA SMITH,
Secretary-Treasurer.
4254-64

49363-o

Pitts Québec Limited

La compagnie « Pitts Québec Limited » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
C. BOLAND.
7786-50

49364

Pitts Québec Limited

Notice is given that "Pitts Québec Limited" has changed the number of its directors from 3 to 5.

C. BOLAND,
Secretary.
7786-50

49364-o

Le Théâtre Éducatif pour Enfants Les Pissenlits

La corporation « Le Théâtre Éducatif pour Enfants Les Pissenlits » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 4.

Le secrétaire-trésorier,
ANTOINETTE DESBIENS.
2571-71

49365-o

Le Théâtre Éducatif pour Enfants Les Pissenlits

Notice is given that "Le Théâtre Éducatif pour Enfants Les Pissenlits" has decreased the number of its directors from 6 to 4.

ANTOINETTE DESBIENS,
Secretary-Treasurer.
2571-71

49365

Sièges sociaux**Head offices****Stéréo Compac (Québec) inc.**

La compagnie « Stéréo Compac (Québec) inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 1089, boulevard Talbot, Chicoutimi, au numéro 210, rue du Pont, Québec.

Le secrétaire,
MICHEL FORTIER.
5873-69

49333-o

Stéréo Compac (Québec) inc.

Notice is given that "Stéréo Compac (Québec) inc." has transferred its head office from 1089 Talbot Boulevard, Chicoutimi, to 210 du Pont Street, Québec.

MICHEL FORTIER,
Secretary.
5873-69

49333

G.K.S. Investments Ltd.

La compagnie « G.K.S. Investments Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 31 décembre 1963, donné, par les présentes, avis qu'elle a transporté son siège social du 360, avenue Victoria, Westmount, district de Montréal, au 4115 ouest, rue Sherbrooke, Westmount, district de Montréal.

Montréal, le 22 juin 1972.

Le secrétaire,
HERBERT SIBLIN.

49336

G.K.S. Investments Ltd.

Notice is hereby given that "G.K.S. Investments Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated December 31st 1963, has moved its head office from 360 Victoria Avenue, Westmount, District of Montreal, to 4115 Sherbrooke St. West, Westmount, District of Montreal.

Montreal, June 22, 1972.

HERBERT SIBLIN,
Secretary.

49336-o

**L'Association d'Acupuncture du Québec
Acupuncture Association of Québec**

Avis est donné que la corporation « L'Association d'Acupuncture du Québec — Acupuncture Association of Québec », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies en date du 5e jour de mai 1972, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 5174 Côte des Neiges, suite 103, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 10e jour d'octobre 1972.

Le président,
OSCAR WEXU.

49334-o

722465

**Les Caravanes April Inc.
April Caravans Inc.**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Les Caravanes April Inc. — April Caravans Inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes portant la date du 11 février, 1972, et ayant son siège social en la ville de St-Léonard, a établi son bureau principal au 5385 rue Robert, à St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Montréal, ce 23e jour de mai 1972.

(Sceau)

Le président,
JEAN-PAUL APRIL.

49335-o

720803

**Tembec Forest Products Inc.
Produits Forestiers Tembec inc.**

Avis est par la présente donné que la compagnie « Tembec Forest Products Inc. — Produits Forestiers Tembec inc. » a été constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 12 juillet 1972, et que son siège social et sa principale place d'affaires sont dans les cité et district de Montréal, au 1405 rue Peel, suite 300.

À compter du présent avis, ce bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 10e jour de novembre 1972.

Le secrétaire,
JIM CHANTLER.

49345-o

723853

Union, Société de Gestion Immobilière inc.

Avis est donné que « Union, Société de Gestion Immobilière inc. », constituée par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, datées le 16 juin 1972, a modifié l'adresse de son siège social de 4 Parc Samuel Holland, suite 1807, Québec à 4 Parc Samuel Holland, suite 1801, Québec.

Le secrétaire,
FIROZALI GANGJI KASSAM.

49347-o

723423

**L'Association d'Acupuncture du Québec
Acupuncture Association of Québec**

Notice is hereby given that the corporation "L'Association d'Acupuncture du Québec — Acupuncture Association of Québec", incorporated by letters patent, under the third part of the Companies Act, on the 5th day of May 1972, and having its head office in Montreal, has established its office at 5174 Côte des Neiges, Room 103, in Montreal.

From the date of this notice, the said office is considered by the corporation as being its head office.

Given at Montreal, this 10th day of October 1972.

OSCAR WEXU,
President.

49334-o

722465

**Les Caravanes April Inc.
April Caravans Inc.**

Notice is hereby given that the company "Les Caravanes April Inc. — April Caravans Inc.", incorporated in the Province of Québec, under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing the date of February 11, 1972, and having its head office in the city of St-Léonard, has established its office at 5385 Robert Street, in St-Léonard, District of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Montreal, this 23rd day of May, 1972.

(Seal)

JEAN-PAUL APRIL,
President.

49335-o

720803

**Tembec Forest Products Inc.
Produits Forestiers Tembec inc.**

Notice is hereby given that the company "Tembec Forest Products Inc. — Produits Forestiers Tembec inc." has been incorporated by letters patent dated July 12, 1972, and has its head office in the City of Montreal, 1405 Peel Street, Room 300.

From and after the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 10th day of November 1972.

JIM CHANTLER,
Secretary.

49345-o

723853

Union, Société de Gestion Immobilière inc.

Notice is given that "Union, Société de Gestion Immobilière inc.", incorporated by letters patent issued under Part I of the Companies Act and dated June 16, 1972, has changed the address of its head office from 4 Samuel Holland Park, Suite 1807, Québec, to 4 Samuel Holland Park, Suite 1801, Québec.

FIROZALI GANGJI KASSAM,
Secretary.

49347

723423

Reprox Corporation

La compagnie « Reprox Corporation » donne avis qu'elle a transporté son siège social du 2110, rue Thimens, Saint-Laurent, au 8019, rue Alfred, Anjou.

Le secrétaire-trésorier,
PIERRE GRENIER.

49346 4316-53

Granton Products Ltd.

La compagnie « Granton Products Ltd. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de Sainte-Thérèse Ouest, au 1390 ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Le secrétaire,
PATRICIA ANNE MASON.

49337 2658-69

L'Harmonie de L'Ancienne-Lorette Inc.

La compagnie « L'Harmonie de l'Ancienne-Lorette Inc. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 1414 rue St-Alphonse à 1593 Notre-Dame, Ancienne-Lorette, Québec.

Le président,
SERGE GRÉGOIRE.

49338-o

Langlois, Crossey, Bertrand Inc.

Avis est donné que la compagnie « Langlois, Crossey, Bertrand Inc. » constituée en corporation par lettres patentes, le 14 septembre 1965, et ayant son siège social au 1015 rue St-Alexandre à Montréal, a établi son bureau au numéro 630 ouest, Boulevard Dorchester à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 29^e jour de juin 1972.

Le secrétaire,
GUY MALOUIN.

49339-o 3323-65

**Nomad Properties Ltd.
Immeubles Nomade Itée**

La compagnie « Nomad Properties Ltd.—Immeubles Nomade Itée » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 13 septembre 1972, donne, par les présentes, avis qu'elle a transporté son siège social du 4560, chemin de la Reine Marie, Montréal, Québec, au 4950, chemin de la Reine Marie, suite 250, Montréal 248, Québec.

Montréal, le 22 novembre 1972.

(Seau)

49340 *Le secrétaire,*
JOEL A. PINSKY.

**Matériaux Gatineau inc.
Gatineau Materials Inc.**

La compagnie « Matériaux Gatineau inc.—Gatineau Materials Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Gatineau à Papineauville.

Le secrétaire,
G. MARCIL.

49342-o 3811-47

Reprox Corporation

Notice is given that "Reprox Corporation" has transferred its head office from 2110 Thimens Street, St. Laurent, to 8019 Alfred Street, Anjou.

PIERRE GRENIER,
Secretary-Treasurer.

49346-o 4316-63

Granton Products Ltd.

Notice is given that "Granton Products Ltd." has transferred its head office from Ste-Thérèse West, to 1390 Sherbrooke Street West, Montreal.

PATRICIA ANNE MASON,
Secretary.

49337-o 2658-69

L'Harmonie de L'Ancienne-Lorette Inc.

Notice is given that "L'Harmonie de l'Ancienne-Lorette Inc." has transferred its head office from 1414 St. Alphonse Street, to 1593 Notre-Dame, Ancienne-Lorette, Québec.

SERGE GRÉGOIRE,
President.

49338

Langlois, Crossey, Bertrand Inc.

Notice is given that "Langlois, Crossey, Bertrand Inc." incorporated by letters patent dated September 14, 1965, and having its head office at 1015 St. Alexandre Street, in Montreal, has established its office at 630 Dorchester Boulevard West, in Montreal.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 29th day of June, 1972.

GUY MALOUIN,
Secretary.

49339 3323-65

**Nomad Properties Ltd.
Immeubles Nomade Itée**

Notice is hereby given that "Nomad Properties Ltd.—Immeubles Nomade Itée" incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated September 13th, 1972, has moved its head office from 4560 Queen Mary Road, Montreal, Québec, to 4950 Queen Mary Road, Suite 250, Montreal 248, Québec.

Montreal, November 22, 1972.

(Seal)

49340-o JOEL A. PINSKY,
Secretary.

**Matériaux Gatineau inc.
Gatineau Materials Inc.**

Notice is given that "Matériaux Gatineau inc.—Gatineau Materials Inc." has transferred its head office from Gatineau to Papineauville.

G. MARCIL,
Secretary.

49342 3811-47

Ladurantaye et Frère Ltée

Avis est donné que la compagnie « Ladurantaye et Frère Ltée » constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 mars 1971, et ayant son siège social à Saint-Joseph, district de Saint-Hyacinthe, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au 905 rue Villeneuve, l'a transporté à l'adresse suivante: Chemin de la Rivière, Saint-Pie, district de Saint-Hyacinthe.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Saint-Pie, ce 17e jour d'octobre 1972.

Le secrétaire,
JEANNE HAMELIN.

49341-o

1533-71

Potvin Petroleum (Transport) Inc.

La compagnie « Potvin Petroleum (Transport) Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 7093, rue Guy, Anjou, au numéro 1088, De Nogent, Boucherville.

Le secrétaire,
NORMAND POTVIN.

49343-o

5456-69

Les Productions M.I.C.A. inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Productions M.I.C.A. inc. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, en date du vingt mars mil neuf cent soixante-douze (1972), et ayant son siège social dans la ville de Montréal, (District de Montréal) a établi son bureau au numéro 4854, Côte des Neiges, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 7e jour de novembre 1972.

Le procureur de la compagnie,
DANIEL MANSEAU, notaire.

49344-o

721566

Les Agences Gilles Talbot inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Agences Gilles Talbot inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 18 septembre 1970 et ayant son siège social dans la cité de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au 1500 boul. de Maisonneuve, l'a transporté au 1135 Carré Amherst, à Montréal, district de Montréal, Québec.

Donné à Montréal, ce 31 août 1972.

(Sceau)

Le secrétaire,
ROBERT BRETON.

49381-o

3605-70

Laurentian Day Ski Camp Inc.

Avis est donné que la compagnie « Laurentian Day Ski Camp Inc. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du

Ladurantaye et Frère Ltée

Notice is hereby given that the "Ladurantaye et Frère Ltée" company incorporated by letters patent on the 26th day of March, 1971, and having its head office in St. Joseph, district of St. Hyacinthe, where its office was situated up to to-day, at No. 905 Villeneuve Street, St. Joseph, has moved it to: Chemin de la Rivière, St. Pie, district of St. Hyacinthe.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at St. Pie, this 17th day of October, 1972.

JEANNE HAMELIN,
Secretary.

49341-o

1533-71

Potvin Petroleum (Transport) Inc.

Notice is given that "Potvin Petroleum (Transport) Inc." has transferred its head office from 7093 Guy Street, Anjou, to 1088 De Nogent, Boucherville.

NORMAND POTVIN,
Secretary.

49343

5456-69

Les Productions M.I.C.A. inc.

Notice is given that "Les Productions M.I.C.A. inc." incorporated under the Companies Act on the twentieth day of March, one thousand nine hundred and seventy-two (1972), and having its head office in the City of Montreal, (District of Montreal), has established its office at 4854 Côte des Neiges, in Montreal.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 7th day of November, 1972.

DANIEL MANSEAU, notary,
Attorney for the company.

49344

721566

Les Agences Gilles Talbot inc.

Notice is given that "Les Agences Gilles Talbot inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated September 18, 1970 and having its head office in the City of Montreal where its office was located until today at 1500 Maisonneuve Boulevard, has transferred said office to 1135 Amherst Square, in Montreal, District of Montreal, Québec.

Given in Montreal, August 31, 1972.

(Seal)

ROBERT BRETON,
Secretary.

49381

3605-70

Laurentian Day Ski Camp Inc.

Notice is hereby given that "Laurentian Day Ski Camp Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated December 19th,

19e jour de décembre 1962, a établi son bureau à 3465 Côte des Neiges Road en la Ville de Montréal.

Montréal, le 4 octobre 1972.

Le secrétaire,
DONALD RUBIN.

49383-o

15132-62

Laber inc.

Avis est donné que la compagnie « Laber inc. », constituée en corporation en date du 1er mars 1972 et ayant son siège social dans la ville de Longueuil où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 107, rue St-Laurent, l'a transporté au numéro 100, boulevard Roland Therrien.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné en la ville de Longueuil, ce 5e jour d'octobre 1972.

Le secrétaire de la compagnie,
JACQUES BISSONNETTE.

49382-o

721206

**MacLan Exploration Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné que la compagnie « MacLan Exploration Limited » (No Personal Liability) constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières par lettres patentes datées du 17 mai 1952 sous le nom de « Cranbourne Minerals Exploration & Development Co. Ltd. » (No Personal Liability) amendées par lettres patentes supplémentaires changeant le nom de la compagnie de « Cranbourne Minerals Exploration & Development Co. Ltd. » (No Personal Liability) en celui de « MacLan Exploration Limited » (No Personal Liability) en date du 22 juillet 1966, amendées par lettres patentes supplémentaires changeant la capitalisation de la compagnie en date du 11 mars 1970, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé au 6580 avenue McDonald, l'a transporté au 1015 Beaver Hall Hill, Suite 445.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 18 août 1972.
(Sceau)

La secrétaire,
GISÈLE TRÉPANIER.

49384-o

7728-52

Richard Georges Godin Itée

Erratum

Dans l'avis publié dans l'édition du 18 novembre 1972, à la page 9930, le nom du président de la compagnie aurait dû se lire: Richard Georges Godin.

49332

1962, has established its head office at 3465 Côte des Neiges Road in the City of Montreal.

Montreal, October 4, 1972.

Secretary.
DONALD RUBIN.

49383-o

15132-62

Laber inc.

Notice is given that "Laber inc.", incorporated on March 1, 1972 and having its head office in the City of Longueuil where its office was located until today at 107 St. Laurent Street, has transferred it to 100 Roland Therrien Boulevard.

Upon, from and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given in the City of Longueuil, this 5th day of October, 1972.

Secretary of the Company.
JACQUES BISSONNETTE.

49382

721206

**MacLan Exploration Limited
(No Personal Liability)**

Notice is given that "MacLan Exploration Limited" (No Personal Liability), incorporated under the Mining Companies Act under the name of "Cranbourne Minerals Exploration & Development Co. Ltd." (No Personal Liability), by letters patent dated May 17, 1952, amended by supplementary letters patent, dated July 22, 1966, changing the company's name from "Cranbourne Minerals Exploration & Development Co. Ltd." (No Personal Liability) to "MacLan Exploration Limited (No Personal Liability)", said supplementary letters patent amended by supplementary letters patent, dated March 11, 1970, changing the company's capitalization, said company having its head office in the City of Montreal, where its office was located at 6580 McDonald Avenue, has transferred said office to 1015 Beaver Hall Hill, Suite 445.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, August 18, 1972.
(Seal)

Secretary.
GISÈLE TRÉPANIER.

49384

7728-52

Richard Georges Godin Ltd.

Erratum

In the notice published in the issue dated November 18, 1972, on page 9930, the name of the President of company the should have read: Richard Georges Godin.

49332-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

Ville de Montréal

Avis de rachat

Erratum

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie canadienne de l'émission désignée « Obligations 5¼% à fonds d'amortissement pour travaux publics, échéant le 1 janvier 1978 » de la Cité de Montréal.

Page 9933 de l'édition du 18 novembre 1972.
213188 aurait dû se lire 213186.

49332-o

Ville de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie des États-Unis de l'émission désignée « 5½% Sinking Fund Debentures for Local Improvements, due January 15, 1986 » (ci-après appelées « Obligations ») de la Ville de Montréal, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 15 janvier 1973 conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes (ou partie de ces obligations) comme mentionnée ci-après, de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100% de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

Numéros des obligations entièrement immatriculées portant le préfixe RE, rachetables le 15 janvier 1973 jusqu'à concurrence du montant en principal apparaissant vis-à-vis chacun des numéros suivants:

4128.....	\$ 50,000	4129.....	\$ 7,000
4133.....	\$ 5,000	4134.....	\$ 2,000
4141.....	\$ 2,000	4145.....	\$ 5,000
4150.....	\$ 8,000	4155.....	\$ 8,000
4179.....	\$ 10,000	4180.....	\$ 50,000
4183.....	\$ 10,000		

Numéros des obligations à coupons de \$1,000 chacune, portant le préfixe E, rachetables le 15 janvier 1973:

459935 459946 459960 459990 460015

Les obligations (ou partie de ces obligations) devant être ainsi rachetées, deviendront échues et payables et seront payées en telles espèces ou monnaie des États-Unis d'Amérique qui, au moment du paiement, aura cours légal pour le paiement des dettes publiques et privées dans lesdits États-Unis d'Amérique, au bureau de Bank of Montreal Trust Company ou de The Royal Bank of Canada Trust Company, Borough of Manhattan, Cité et État de New York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, et dans le cas d'obligations à coupons, avec tous les coupons attachés échéant après le 15 janvier 1973.

City of Montreal

Notice of Redemption

Erratum

To the holders of Debentures payable in Canadian Currency of issue designated "5¼% Sinking Fund Debentures for Public Works, due January 1, 1978" of the City of Montreal.

On Page 9933 of the edition of November 18, 1972, 213188 should be read 213186.

49332-o

City of Montreal

Notice of Redemption

To the holders of Debentures payable in United States Currency of the issue designated "5½% Sinking Fund Debentures for Local Improvements, due January 15, 1986" (herein called "Debentures") of the City of Montreal, Province of Québec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that the City of Montreal intends to and will redeem for SINKING FUND PURPOSES on January 15, 1973, pursuant to the provisions of the Debentures, the following Debentures (or portions thereof) as indicated, of the above-mentioned issue, at 100% of principal amount plus accrued interest to the redemption date, namely:

Numbers of the Fully Registered Debentures bearing the prefix RE, redeemable on January 15, 1973 to the extent of the principal amount shown against each of the following numbers:

4130.....	\$ 5,000	4131.....	\$ 5,000
4136.....	\$ 15,000	4140.....	\$ 5,000
4146.....	\$ 5,000	4149.....	\$ 5,000
4176.....	\$ 30,000	4177.....	\$ 25,000
4181.....	\$ 2,000	4182.....	\$ 1,000

Numbers of the Coupon Debentures of \$1,000 each, bearing the prefix E, redeemable on January 15, 1973:

Debentures (or portion thereof) to be so redeemed, will become due and payable and will be paid in such coin or currency of the United States of America as at time of payment is legal tender for public and private debts in said United States of America, at the office of Bank of Montreal Trust Company or of The Royal Bank of Canada Trust Company, in the Borough of Manhattan, City and State of New York, United States of America, upon presentation and surrender of Debentures bearing the above numbers, and in the case of Coupon Debentures, with all coupons attached maturing after January 15, 1973.

Les obligations entièrement immatriculées et les obligations à coupons immatriculées quant au principal doivent être accompagnées de procuration pour leur transfert dûment exécutée en blanc. Les obligations entièrement immatriculées représentant la partie non rachetée de toute obligation rachetée en partie seulement seront émises sans frais. Les obligations immatriculées seront immatriculées de la même manière que les obligations remises à moins d'instructions d'agir différemment.

Avis public est aussi par les présentes donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations présentement appelées pour paiement cessera de s'accroître le et après le 15 janvier 1973.

Daté à Montréal, ce 28^e jour de novembre 1972.

Ville de Montréal,
ROGER BÉLANGER,
Directeur des finances.

49389-o

Pensionnat des Sacrés-Coeurs

Avis est donné qu'en vertu de l'article 23 de la Loi constituant en corporation Les Religieuses des Sacrés-Coeurs et de l'Adoration, chapitre 129, 1968, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20 septembre 1972, constituant en corporation « Pensionnat des Sacrés-Coeurs ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-procureur général adjoint,

JEAN ALARIE.

49331-o

725295

Fully Registered Debentures and Coupon Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments for transfer powers duly executed in blank. Fully Registered Debentures representing the unredeemed portion of any Debenture redeemed in part only will be issued without charge. Registered Debentures will be registered in the same manner as the Debentures surrendered in the absence of other instructions.

Public notice is also hereby given that all interest on the principal amount of the Debentures presently called for payment will cease to accrue from and after January 15, 1973.

Dated at Montreal, this 28th day of November 1972.

City of Montreal,
ROGER BÉLANGER,
Director of Finance.

49389-o

Pensionnat des Sacrés-Coeurs

Notice is given that under section 23 of the Act to incorporate Les Religieuses des Sacrés-Coeurs et de l'Adoration, Chapter 129, 1968, the Lieutenant-Governor, of the Province of Québec has granted letters patent dated September 20, 1972, incorporating the "Pensionnat des Sacrés-Coeurs".

The head office of the aforesaid Corporation is located in St. Bruno-de-Montarville, Judicial District of Montreal.

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

49331

725295

Compagnies étrangères Permis

To-Ro Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « To-Ro Enterprises Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est l'étude de MM. Doheny, Day, MacKenzie, Grivakes, Gervais et LeMoyné, suite 1203, 5, place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à suite 1203, 5, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

FERNAND LALONDE.

49331

77-72

Premier Equipment Pty. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Premier Equipment Pty. Limited » a été autorisée à faire affaires dans la province.

Extra-Provincial Companies Licenses

To-Ro Enterprises Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "To-Ro Enterprises Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Messrs. Doheny, Day, MacKenzie, Grivakes, Gervais and LeMoyné, Suite 1203, 5 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 1203, 5 Place Ville Marie, Montreal, judicial District of Montreal.

FERNAND LALONDE,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

49331-o

77-72

Premier Equipment Pty. Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Premier Equipment Pty. Limited" has been authorized to carry on business in the Province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est « C.T. Corporation System (Canada), Ltd. », 220 est, Grande-Allée, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 220 est, Grande-Allée, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
FERNAND LALONDE.

49331 75-72

Northern Visual Information Systems Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Northern Visual Information Systems Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Georges A. Pouliot, c.r., 1155 ouest, boulevard Dorchester, suite 3112, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 1155 ouest, boulevard Dorchester, suite 3112, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

49331 64-72

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 220 Grande-Allée East, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 220 Grande-Allée East, Québec, judicial district of Québec.

FERNAND LALONDE,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

49331-o 75-72

Northern Visual Information Systems Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Northern Visual Information Systems Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Georges A. Pouliot, q.c., 1155 Dorchester Boulevard West, suite 3112, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 3112, Montreal, judicial District of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

49331-o 64-72

Associations coopératives

Cooperative Associations

Garderie coopérative Tournesol, Granby

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Garderie coopérative Tournesol, Granby ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Granby, Québec, dans le district électoral de Shefford.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
FERNAND LALONDE.

49399-o

Garderie coopérative Tournesol, Granby

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the "Garderie coopérative Tournesol, Granby", a cooperative association.

The head office of this cooperative association is located in Granby, Québec, in the Electoral District of Shefford.

FERNAND LALONDE,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

49399

Club coopératif de consommation de Mercier

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Club coopératif de consommation de Mercier ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Lafontaine.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
FERNAND LALONDE.

49400-o

Club coopératif de consommation de Mercier

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the "Club coopératif de consommation de Mercier", a cooperative association.

The head office of this cooperative association is located in Montreal, Québec, in the Electoral District of Lafontaine.

FERNAND LALONDE,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

49400

L'Association coopérative de Ferland*(Loi des associations coopératives)*

Avis est donné que « L'Association coopérative de Ferland », dont le siège social était situé à Ferland, dans le district électoral de Dubuc, a été dissoute le 13 novembre 1972, ce conformément aux dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

49402-o

FERNAND LALONDE.

L'Association coopérative de Ferland*(Cooperative Associations Act)*

Notice is given that "L'Association coopérative de Ferland", whose head office was located in Ferland, in the Electoral District of Dubuc, was dissolved on November 13, 1972, in conformity with the provisions of the Cooperative Associations Act and of the Winding-Up Act.

FERNAND LALONDE,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

49402

**Changement de nom — Loi du
Demandes****Peter (Panagiotis) Vasilikiotis**

Avis est par les présentes donné selon l'article 5, de la Loi du changement de nom que Peter (Panagiotis) Vasilikiotis, comptable agréé, de 1285 Cléroux, Ville St-Laurent, Québec, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption d'un décret lui permettant de changer son nom en celui de Peter Vasil. Ce changement de son nom bénéficiera aussi à son épouse et ses enfants de la même adresse.

Montréal, le 24 octobre 1972.

Les procureurs du requérant,

49302-48-2-o

HADJIS ET FENG, *Avocats.***Change of name — Act
Applications****Peter (Panagiotis) Vasilikiotis**

Notice is hereby given pursuant to section 5 of the Change of Name Act that Peter (Panagiotis) Vasilikiotis, chartered accountant, residing at 1285 Cléroux, Ville St. Laurent, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for the adoption of an order changing his name to Peter Vasil the change of name shall benefit his wife and two children of the same address.

Montreal, October 24th, 1972.

HADJIS AND FENG, *Advocates,*

49302-48-2-o

*Attorneys for applicant.***Ibrahim Farouk**

Avis est, par la présente, donné à qui de droit que M. Ibrahim Farouk, résidant au numéro 100 de la rue Gaspé, appartement 606, Île des Soeurs, Verdun, sollicitera que son nom soit changé en Frank Maskof, en vertu de la Loi sur le changement de nom, 13-14 Eliz. II, chapitre 17, S.R.Q.

49212-48-2-o

Ibrahim Farouk

Notice is hereby given to whom it may concern that Mr. Ibrahim Farouk, residing at 100 Gaspé Street, Apartment 606, Nun's Island, Verdun, will require that his name be changed to Frank Maskof, in accordance with the Law for Change of Name, 13-14 Eliz II, Chapter 17, R.S.Q.

49212-48-2-o

Shaheen (Eugène) Shaheen

Avis est donné que Shaheen (Eugène) Shaheen, manufacturier, résidant à 196 Marie Victorin, Longueuil, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir le changement de son nom à Eugène Shaheen Shaheen.

Montréal, le 7 novembre 1972.

Le procureur du requérant,

49215-48-2-o

KENNETH J. HELAL, *Notaire.***Shaheen (Eugène) Shaheen**

Take notice that Shaheen (Eugène) Shaheen, Manufacturer, residing at 196 Marie Victorin, Longueuil, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the change of his name to that of Eugène Shaheen Shaheen.

Montreal, November 7th, 1972.

KENNETH J. HELAL, *Notary,*

49215-48-2-o

*Attorney for Petitioner.***Boulos (Paul) Michel Yamine**

Avis est donné que Boulos (Paul) Michel Yamine, ingénieur, résidant à 325, rue Joliette, appartement 506, Longueuil, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir le changement de son nom à Paul Boulos Michel Yamine.

Montréal, le 7 novembre 1972.

Le procureur du requérant,

49216-48-2-o

KENNETH J. HELAL, *notaire.***Boulos (Paul) Michel Yamine**

Take notice that Boulos (Paul) Michel Yamine, residing at 325 Joliette Street, apartment 506, Longueuil, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the change of his name to that of Paul Boulos Michel Yamine.

Montreal, November 7th, 1972.

KENNETH J. HELAL, *Notary,*

49216-48-2-o

Attorney for Petitioner.

Nathan Shragovitch

Avis est par les présentes donné que Nathan Shragovitch résidant et domicilié en les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir un décret changeant son nom de Nathan Shragovitch à celui de Nathan Shragge, pour son bénéfice et pour celui de sa femme, Adrienne Kotrobay, des mêmes lieux.

Montréal, ce 31e jour d'octobre 1972.

49214-48-2-o *Les procureurs du requérant,*
SMITH & GOLD.

Joseph Victor Donald Bernier

Avis est donné que Joseph Victor Donald Bernier, gérant de magasin, résidant au 355 Avenue Lorne, app. 402, ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Donald Eric Roberts.

Montréal, le 24 novembre 1972.

49330-48-2-o *Les procureurs du requérant,*
STIKEMAN, ELLIOTT, TAMAKI,
MERCIER & ROBB.

Carlo Garofalo

Avis est par les présentes donné selon l'article 5, de la Loi du changement de nom, que Carlo Garofalo, professeur, de 2290 Est, rue Sherbrooke, Montréal 133, Québec, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret de changer son nom à Charles Kierkegaard Ford. Le changement de son nom bénéficie à sa femme de la même adresse.

Montréal, 20 novembre 1972.

49398-49-2-o *Le requérant,*
CARLO GAROFALO, professeur.

Yvan Deschamps

Avis est donné que Yvan Deschamps, résidant et domicilié au No 283 de la rue Champigny, à Repentigny, comté L'Assomption, district de Joliette, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil de la Province de Québec un décret changeant son nom en celui de Yvan Paquin.

Montréal, le 10 novembre 1972.

49373-49-2-o *Le procureur du requérant,*
PAUL-E. BÉLANGER, avocat.

Charlotte Theresa Bereznik

Avis est par les présentes donné selon l'article 5 de la Loi du changement de nom, que Charlotte Theresa Bereznik, étudiante, domiciliée et résidant au 383 Dufferin Road, dans la ville d'Hampstead, district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption d'un décret changeant son nom à Theresa Charlotte Berk.

Montréal, 28 novembre 1972.

49369-49-2-o *Les procureurs de la requérante,*
CERINI, JAMIESON, SALMON, FINDLAY,
WATSON & SOUARD.

Nathan Shragovitch

Notice is hereby given that Nathan Shragovitch residing in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council, to have his name changed from Nathan Shragovitch to Nathan Shragge, and for the benefit of his wife, Adrienne Kotrobay, of the same address.

Montreal, this 31st day of October, 1972.

49214-48-2-o SMITH & GOLD,
Attorneys for Applicant.

Joseph Victor Donald Bernier

Notice is hereby given that Joseph Victor Donald Bernier, residing at 355 Lorne Avenue, Apt. 402 in the City of Montreal, Province of Québec, Store Manager, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to that of Donald Eric Roberts.

Montreal, November 24, 1972.

49330-48-2-o STIKEMAN, ELLIOTT, TAMAKI,
MERCIER & ROBB,
Attorneys for petitioner.

Carlo Garofalo

Notice is hereby given that, under section 5 of the Change of Name Act, Carlo Garofalo, teacher, of 2290 Sherbrooke Street East, Montreal 133, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Charles Kierkegaard Ford. The change of name will also benefit his wife, of the same address.

Montreal, November 29, 1972.

49398-49-2 CARLO GAROFALO, teacher,
Petitioner.

Yvan Deschamps

Notice is hereby given that Yvan Deschamps, residing at 283 Champigny Street, Repentigny, County of L'Assomption, district of Joliette, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for an order changing his name to Yvan Paquin.

Montreal, November 10, 1972.

49373-49-2-o PAUL-E. BÉLANGER, Lawyer,
Attorney for the Applicant.

Charlotte Theresa Bereznik

Notice is hereby given that pursuant to section 5 of the Change of Name Act that Charlotte Theresa Bereznik, student, domiciled and residing at 383 Dufferin Road, in the City of Hampstead, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for the adoption of an order changing her name to Theresa Charlotte Berk.

Montreal, November 28, 1972.

49369-49-2-o CERINI, JAMIESON, SALMON, FINDLAY,
WATSON & SOUARD,
Attorneys for the Applicant.

Joseph Michel Ulric Alphonse Pigeon

Avis est donné que Joseph Michel Ulric Alphonse Pigeon résidant et domicilié au 8140 Arthur Pélouin, St-Léonard, District de Montréal, présentera au ministre de la Justice de la province de Québec une requête en vue de changer son nom pour celui de Joseph Leduc.

Les noms de son épouse, Anne-Marie Céline Labrecque, de son fils Joseph Serge Robert et de sa fille Marie Paula Ginette Nadine, seront également changés par suite de cette requête.

Montréal, le 31 octobre 1972.

Les procureurs de la requérante,
TINKOFF, SEAL,

49213-48-2-o

SHAPOSNICK & MOSCOWITZ.

Joseph Michel Ulric Alphonse Pigeon

Notice is given that Joseph Michel Ulric Alphonse Pigeon domiciled at 8140 Arthur Pélouin, St-Léonard, District of Montreal, will present a petition to the Minister of Justice of the Province of Québec to have his name changed to Joseph Leduc.

The name of his wife Anne-Marie Céline Labrecque, his son Joseph Serge Robert and his daughter Marie Paula Ginette Nadine will also be changed pursuant to this petition.

Montreal, 31 October 1972.

TINKOFF, SEAL,
SHAPOSNICK & MOSCOWITZ,
Attorneys for Petitioner.

49213-48-2-o

**Changement de nom — Loi du
Accordés****Jocelyne Catherine Demers**

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3510, du 22 novembre 1972, d'effectuer le changement de nom de Joseph Urgel Ghislain Antonio Jogues Girard en celui de Jocelyne Catherine Demers.

Québec, le 27 novembre 1972.

Le sous-ministre de la justice,

49366-o

ROBERT NORMAND, C.R.

**Change of name — Act
Granted****Jocelyne Catherine Demers**

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council to change the name of Joseph Urgel Ghislain Antonio Jogues Girard to that of Jocelyne Catherine Demers, by order number 3510, dated November 22, 1972.

Québec, November 27, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

49366

Jacquelin Jacques Dauphinais

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3508, du 22 novembre 1972, d'effectuer le changement de nom de Joseph-Alosyus-Germain-Jacquelin Dauphinais en celui de Jacquelin Jacques Dauphinais.

Québec, le 27 novembre 1972.

Le sous-ministre de la justice,

49366-o

ROBERT NORMAND, C.R.

Jacquelin Jacques Dauphinais

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council to change the name of Joseph-Alosyus-Germain-Jacquelin Dauphinais to that of Jacquelin Jacques Dauphinais, by order number 3508, dated November 22, 1972.

Québec, November 27, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

49366

Solomon Ostro

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3511, du 22 novembre 1972, d'effectuer le changement de nom de Solomon Ostrovsky en celui de Solomon Ostro.

Québec, le 27 novembre 1972.

Le sous-ministre de la justice,

49366-o

ROBERT NORMAND, C.R.

Solomon Ostro

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council to change the name of Solomon Ostrovsky to that of Solomon Ostro, by order number 3511, dated November 22, 1972.

Québec, November 27, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

49366

Mado Dawson

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3509, du 22 novembre 1972, d'effectuer le changement de nom de Marie Mado Simard en celui de Mado Dawson.

Québec, le 27 novembre 1972.

Le sous-ministre de la justice,

49366-o

ROBERT NORMAND, C.R.

Mado Dawson

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council to change the name of Marie Mado Simard to that of Mado Dawson, by order number 3509, dated November 22, 1972.

Québec, November 27, 1972.

ROBERT NORMAND, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

49366

Caisses d'épargne et de crédit

Savings and Credit Unions

La Caisse populaire de Causapsca

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté au cours de l'assemblée générale annuelle tenue le 8 août 1972 par la caisse populaire « Causapsca », changeant son nom en celui de « La Caisse populaire de Causapsca », et également modifiant le territoire de cette caisse qui était « la ville de Causapsca », en celui de: « la ville de Causapsca, les municipalités de Sainte-Marguerite et de Sainte-Florence ainsi que Routhierville », dans le comté de Matapédia.

Québec, le 28 novembre 1972.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
FERNAND LALONDE.

49396-o

La Caisse populaire de Causapsca

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the bylaw adopted at the annual general meeting held on August 8, 1972, by the "Causapsca" *caisse populaire*, changing its name to that of "La Caisse populaire de Causapsca", and also changing this *caisse's* territory, which was "the Town of Causapsca", to that of: "the Town of Causapsca, the Municipalities of Ste. Marguerite and Ste. Florence and Routhierville", in the County of Matapédia.

Québec, November 28, 1972.

FERNAND LALONDE,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

49396

**La Caisse d'Économie des employés
de l'Hydraulique**

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 25 février 1972 par « La Caisse d'Économie des employés de l'Hydraulique », modifiant son groupe qui était « la compagnie Jarry Hydraulics Ltd. », en celui de « les employés de Menasco Manufacturing of Canada Ltd. ».

Québec, le 28 novembre 1972.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives.*
FERNAND LALONDE.

49397-o

**La Caisse d'Économie des employés
de l'Hydraulique**

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the bylaw adopted on February 25, 1972, by "La Caisse d'Économie des employés de l'Hydraulique", changing its membership, which consisted of the staff of "Jarry Hydraulics Ltd.", to "the employees of "Menasco Manufacturing of Canada Ltd.".

Québec, November 28, 1972.

FERNAND LALONDE,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

49397

**Services de santé et services
sociaux — Loi sur**

**Health Services and Social
Services — Act on**

**Centre Local de Services Communautaires
de Mont-Laurier**

**Centre Local de Services Communautaires
de Mont-Laurier**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de l'article 39 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, chapitre 48 des lois de 1971, il a accordé des lettres patentes instituant un établissement, sous le nom de « Centre Local de Services Communautaires de Mont-Laurier ».

La catégorie à laquelle appartient cet établissement public est: « Centre Local de Services Communautaires ».

Le siège social de l'établissement est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

*Le ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
WILLIAM TETLEY.

49331-o

8-72

Notice is given that under section 39 of the Act respecting health services and social services, Chapter 48 of the Statutes of 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has granted letters patent instituting an establishment under the name of "Centre Local de Services Communautaires de Mont-Laurier".

This public establishment will be classified as a: "Centre Local de Services Communautaires".

The head office of the establishment is in Mont-Laurier, Judicial District of Labelle.

WILLIAM TETLEY,
*Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

49331

8-72

Assemblée nationale

National Assembly

Loi de la protection de la jeunesse

Youth Protection Act

Avis public est par les présentes donné que le projet de loi 65 intitulé « Loi de la protection de la jeunesse » a été référé, après la première lecture, pour étude à une commission conjointe comprenant la Commission de la Justice et la Commission des Affaires sociales.

Public notice is hereby given that Bill 65, entitled "Youth Protection Act", has been referred after first reading to a joint committee composed of the Committee on Justice and of the Committee on Social Affairs for study.

Les personnes ou groupes qui désirent se présenter ou se faire entendre devant ces commissions ont un délai de 30 jours, à compter de la date de la présente publication, pour déposer au secrétariat des commissions cent (100) exemplaires de leur mémoire, accompagnés de deux cents (200) exemplaires d'un bref résumé.

Interested persons or groups who wish to appear before or be heard by these Committees must deposit one hundred (100) copies of their briefs together with two hundred (200) copies of a short summary thereof at the Secretariat of said Committees within a period of 30 days from the date of this publication.

Québec, ce 6 décembre 1972.

Québec, December 6, 1972.

Le secrétaire des commissions,
JACQUES POULIOT.

JACQUES POULIOT,
Secretary of the Committees.

49407-0

49407

Ministère des Terres et Forêts
CadastreDepartment of Lands and Forests
Cadastre

Canton de Jonquière

Township of Jonquière

Cadastre officiel du canton de Jonquière, municipalité de la cité de Kénogami, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Official cadastre of township of Jonquière, municipality of the city of Kénogami, registration division of Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 18-15 à 18-20 du Rang III sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 18-15 to 18-20 of Range III are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 13 novembre 1972.

Québec, November 13, 1972.

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

49368-0

49368-0

Canton de Lafèche

Township of Lafèche

Cadastre officiel du canton de Lafèche, municipalité de la ville de Hauterive, division d'enregistrement de Saguenay.

Official cadastre of township of Lafèche, municipality of the town of Hauterive, registration division of Saguenay.

Avis est par la présente donné que les lots 8-1-48 et 8-1-54 du Rang 1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 8-1-48 and 8-1-54 of Range 1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 27 octobre 1972.

Québec, October 27, 1972.

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

49368-0

49368-0

Paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay

Parish of Saint-Joachim de Châteauguay

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, municipalité de la ville de Châteauguay, division d'enregistrement de Châteauguay.

Official cadastre of the parish of Saint-Joachim de Châteauguay, municipality of the town of Châteauguay, registration division of Châteauguay.

Avis est par la présente donné que le lot 1-417 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 1-417 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 6 novembre 1972.

Québec, November 8, 1972.

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.-G.

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
For the Deputy Minister.

49368-0

49368-0

**Ministère des institutions
financières, compagnies
et coopératives
Assurances**

**Department of Financial
Institutions, Companies
and Cooperatives
Insurance**

Coronation Insurance Company Limited

*Avis d'émission de permis et de certificat
d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « Coronation Insurance Company Limited », enregistrée sous le numéro 749, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1305 qui l'autorise à compter du 20 septembre 1972, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie; Accident; Automobile; Aviation; Bétail; Grêle; Responsabilité civile; Transport intérieur.

Le siège social de la compagnie est situé à 181, rue Bay, Toronto, Ontario.

La compagnie a nommé monsieur C.-F. Dumaresq, Édifice Sun Life, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 7 novembre 1972.

*Pour le ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,*

Le Surintendant des assurances,

49221-48-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

Coronation Insurance Company Limited

*Notice of issue of License and Certificate
of Registration*

Notice is hereby given that "Coronation Insurance Company Limited", registered under number 749, has obtained the license and certificate of registry number 1305 authorizing it, as from the 20th of September 1972, to undertake in the Province contracts of insurance in the following classes: Fire; Accident; Aircraft; Automobile; Hail; Inland transportation; Livestock; Public liability.

The head office of the company is situated at 181, Bay Street, Toronto, Ontario.

The company has appointed Mr. C. F. Dumaresq, Sun Life Building, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 7th of November 1972.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,*

ROGER-A. CAMARAIRE,

49221-48-2-o

Superintendent of Insurance.

La Société Amicale des Aveugles

*Avis d'annulation du permis et certificat
d'enregistrement*

Attendu que « La Société Amicale des Aveugles », constituée en société charitable en vertu de l'article 66 de la Loi des assurances (S.R.Q. 1964, chapitre 295), a cessé de faire affaires au Québec le 17 novembre 1972.

Attendu que « La Société Amicale des Aveugles » a produit au Service des assurances une déclaration à l'effet que le 17 novembre 1972, elle ne possédait plus aucun actif, ni aucun passif, après avoir acquitté toutes ses dettes;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement de « La Société Amicale des Aveugles » est annulé à compter du 17 novembre 1972.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 17 novembre 1972.

*Pour le ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,*

L'Inspecteur des sociétés de secours mutuels,

49219-48-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

La Société Amicale des Aveugles

*Notice of Cancellation of License and Certificate
of Registration*

Whereas "La Société Amicale des Aveugles" being a charitable association established in virtue of Section 66 of the Insurance Act (R.S.Q. 1964, chapter 295), has ceased to do business in Québec on the 17th of November 1972.

Whereas "La Société Amicale des Aveugles" has filed with the Insurance Branch a declaration to the effect that on the 17th of November 1972, it had no assets and no liabilities, after having discharged all its debts;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "La Société Amicale des Aveugles" is cancelled as from the 17th of November 1972.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 17th of November 1972.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,*

Inspector of Mutual Benefit Associations,

49219-48-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

**The Acadia Insurance Company
L'Acadie, Compagnie d'Assurances**

Avis de changement de nom

Avis est par les présentes donné que « The Acadia Insurance Company — L'Acadie, Compagnie d'Assurances », constituée en corporation par une Loi de la Législature de la Nouvelle-Écosse et par lettres patentes du Parlement du Canada, et enregistrée au Service des assurances de la province de Québec sous le numéro 75, a changé son nom, par lettres patentes supplémentaires du Parlement du Canada, en celui de « Phoenix Assurance Company of Canada — Phoenix, Compagnie d'Assurances du Canada ».

Donné à Toronto, le 5 novembre 1972.

49315-48-2-o

L'assistant-secrétaire,

J. WARD.

**The Acadia Insurance Company
L'Acadie, Compagnie d'Assurances**

Notice of change of name

Notice is hereby given that "The Acadia Insurance Company — L'Acadie Compagnie d'Assurances", incorporated by an Act of the Legislature of Nova Scotia and by letters patent of the Parliament of Canada, and registered with the Department of Insurance of the Province of Québec under number 75, has changed its name, by supplementary letters patent of the Parliament of Canada, to "Phoenix Assurance Company of Canada — Phoenix, Compagnie d'Assurances du Canada".

Given at Toronto, November 5, 1972.

49315-48-2-o

J. WARD,

Assistant-Secretary.

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 18 octobre 1972.

M. Gabriel Boily, docteur en médecine, domicilié à 32, rue Crabtree, Windsor: coroner pour le district judiciaire de Saint-François avec juridiction dans le district électoral de Richmond.

Québec, le 30 novembre 1972.

49366-o

Le sous-procureur général adjoint,

JEAN ALARIE.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 18 octobre 1972.

M. Gérard Boisvert, avocat et membre du Barreau du Québec, 3154, rue Denonville, Sainte-Foy, Québec 10, nommé en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20 et ses amendements), juge de la Cour provinciale pour exercer la juridiction prévue par l'article 126 de cette loi dans toute la province mais particulièrement et sans restriction dans le district judiciaire de Québec, avec résidence dans la ville de Québec ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Gérard Boisvert, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 18 octobre 1972.

M. Jean-Guy Blanchette, avocat, membre du Barreau du Québec et conseil en loi de la Reine, 422, rue Victoria, Sherbrooke, nommé en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20 et ses amendements), juge de la Cour provinciale pour exercer la juridiction

Appointments

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by commission under the Great Seal of the Province, to make the following appointment:

Québec, October 18, 1972.

Mr. Gabriel Boily, Doctor of Medicine, domiciled at 32 Crabtree Street, Windsor: Coroner for the judicial District of St. François with jurisdiction in the electoral District of Richmond.

Québec, November 30, 1972.

49366

JEAN ALARIE,

Assistant Deputy Attorney-General.

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make the following appointments by commission under the Great Seal of the Province:

Québec, October 18, 1972.

Mr. Gérard Boisvert, lawyer, member of the Bar of Québec, 3154 Denonville Street, Ste. Foy, Québec 10, appointed under section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 20 and amendments), Judge of the Provincial Court to exercise the jurisdiction provided by section 126 of said Act in the entire Province but particularly and without restriction in the Judicial District of Québec, with residence in the City of Québec or in the immediate vicinity, the said Mr. Gérard Boisvert, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Provincial Court, being authorized to exercise, under paragraph (b) of article 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of Magistrate under Part XVI of said Criminal Code, the foregoing to take effect from October 18, 1972.

Mr. Jean-Guy Blanchette, lawyer, member of the Bar of Québec and Queen's Counsel learned in the law, 422 Victoria Street, Sherbrooke, appointed under section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 20 and amendments), Judge of the Provincial Court to exercise the jurisdic-

prévue par l'article 126 de cette loi dans toute la province mais particulièrement et sans restriction dans le district judiciaire de Saint-François, avec résidence dans la cité de Sherbrooke ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Jean-Guy Blanchette, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 30 octobre 1972.

M. Paul Beaudry, avocat, membre du Barreau du Québec et conseil en loi de la Reine, 5431, avenue Duquette, Montréal, nommé en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20 et ses amendements), juge de la Cour provinciale pour exercer la juridiction prévue par l'article 126 de cette loi dans toute la province mais particulièrement et sans restriction dans le district judiciaire de Montréal, avec résidence dans la ville de Montréal ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Paul Beaudry, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 18 octobre 1972.

M. Roland Angers, juge de la Cour de bien-être social à Chicoutimi, 207, rue Saint-Dominique, Jonquière, nommé en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20 et ses amendements), juge de la Cour provinciale pour exercer la juridiction prévue par l'article 126 de cette loi dans toute la province mais particulièrement et sans restriction dans le district judiciaire de Québec, avec résidence dans la ville de Québec ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Roland Angers, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 18 octobre 1972.

Québec, le 31 octobre 1972.

M. Claude Pinard, avocat et membre du Barreau du Québec, 95, rue Campagna, Victoriaville, nommé en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20 et ses amendements), juge de la Cour provinciale pour exercer la juridiction prévue par l'article 126 de cette loi dans toute la province mais particulièrement et sans restriction dans le district judiciaire d'Arthabaska, avec résidence dans la ville de Victoriaville ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Claude Pinard, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 31 octobre 1972.

tion provided by section 126 of said Act in the entire Province but particularly and without restriction in the Judicial District of St. François, with residence in the City of Sherbrooke or in the immediate vicinity, the said Mr. Jean-Guy Blanchette, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Provincial Court, being authorized to exercise, under paragraph *(b)* of article 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of Magistrate under Part XVI of this Criminal Code, the foregoing to take effect from October 30, 1972.

Mr. Paul Beaudry, lawyer, member of the Bar of Québec and Queen's Counsel learned in the law, 5431 Duquette Avenue, Montreal, appointed under section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 20 and amendments), Judge of the Provincial Court to exercise the jurisdiction provided by section 126 of said Act in the entire Province but particularly and without restriction in the Judicial District of Montreal, with residence in the City of Montreal or in the immediate vicinity, the said Mr. Paul Beaudry, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Provincial Court, being authorized to exercise, under the paragraph *(b)* of article 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of Magistrate under Part XVI of said Criminal Code, the foregoing to take effect from October 18, 1972.

Mr. Roland Angers, Judge of the Social Welfare Court in Chicoutimi, 207 St. Dominique Street, Jonquière, appointed under section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 20 and amendments), Judge of the Provincial Court to exercise the jurisdiction provided by section 126 of said Act in the entire Province but particularly and without restriction in the Judicial District of Québec, with residence in the City of Québec or in the immediate vicinity, the said Mr. Roland Angers, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Provincial Court, being authorized to exercise, under paragraph *(b)* of article 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of Magistrate under Part XVI of said Criminal Code, the foregoing to take effect from October 18, 1972.

Québec, October 31, 1972.

Mr. Claude Pinard, lawyer and member of the Bar of Québec, 95 Campagna Street, Victoriaville, appointed under section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 20 and amendments), Judge of the Provincial Court to exercise the jurisdiction provided by section 126 of said Act in the entire Province but particularly and without restriction in the Judicial District of Arthabaska, with residence in the Town of Victoriaville or in the immediate vicinity, to the said Mr. Claude Pinard, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Provincial Court, being authorized to exercise, under paragraph *(b)* of article 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of Magistrate under Part XVI of said Criminal Code, the foregoing to take effect from October 31, 1972.

M. Yves Mayrand, avocat et membre du Barreau du Québec, 1977, rue des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, nommé en vertu de l'article 72 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20 et ses amendements), juge des Sessions avec juridiction dans toute la province mais particulièrement et sans restriction dans le district judiciaire de Montréal, avec résidence à Montréal ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Yves Mayrand, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil, comme juge des Sessions, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 27 novembre 1972.

Québec, le 18 octobre 1972.

M. Raymond Bernier, avocat et membre du Barreau Québec, 253, Strasbourg Drive, Dollard-des-Ormeaux, nommé en vertu de l'article 72 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20 et ses amendements), juge des Sessions avec juridiction dans toute la province mais tout particulièrement et sans restriction dans le district judiciaire de Montréal, avec résidence à Montréal ou dans le voisinage immédiat, ledit M. Raymond Bernier, vu sa nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge des Sessions, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 482 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel, le tout à compter du 23 octobre 1972.

Québec, le 30 novembre 1972.

Le sous-procureur général adjoint,

49366-o

JEAN ALARIE.

Mr. Yves Mayrand, lawyer and member of the Bar of Québec, 1977 des Ormes Street, St. Bruno-de-Montarville, appointed under section 72 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 20 and amendments), Judge of the Sessions with jurisdiction in the entire Province but particularly and without restriction in the Judicial District of Montreal, with residence in Montreal or in the immediate vicinity, the said Mr. Yves Mayrand, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Sessions, being authorized to exercise, under paragraph *(b)* of article 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of Magistrate under Part XVI of said Criminal Code, the foregoing to take effect from November 27, 1972.

Québec, October 18, 1972.

Mr. Raymond Bernier, lawyer and member of the Bar of Québec, 253 Strasbourg Drive, Dollard-des-Ormeaux, appointed under section 72 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Québec, 1964, Chapter 20 and amendments), Judge of the Sessions with jurisdiction in the entire Province but particularly and without restriction in the Judicial District of Montreal, with residence in Montreal or in the immediate vicinity, the said Mr. Raymond Bernier, in view of his appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Sessions, being authorized to exercise, under paragraph *(b)* of article 482 of the Criminal Code, the jurisdiction of Magistrate under Part XVI of this Criminal Code, the foregoing to take effect from October 23, 1972.

Québec, November 30, 1972.

JEAN ALARIE,

49366

Assistant Deputy Attorney General.

Société d'habitation du Québec

Québec Housing Corporation

Office Municipal d'Habitation d'Hébertville Municipal Housing Bureau of Hébertville

Office Municipal d'Habitation d'Hébertville Municipal Housing Bureau of Hébertville

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (chapitre 55 des lois de 1966-1967), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du dix-septième jour de juillet 1972, constituant en corporation sans but lucratif: Raymond Richard, registraire, 37, rue Potvin, Hébertville; Jean-Marie Tremblay, maître de Poste, 31, rue Martin, Hébertville et Guy Gagnon, secrétaire-trésorier, 103, rue Turgeon, Hébertville; pour les fins suivantes: acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu.

Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de Notre-Dame d'Hébertville, dans le district judiciaire de Roberval.

Société d'habitation du Québec

Le président,

JACQUES BERNIER.

49372-o

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, Chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date of the seventeenth day of July 1972, incorporating as a non-profit corporation: Raymond Richard, registrar, 37, Potvin Street, Hébertville; Jean-Marie Tremblay, Postmaster, 31, Martin Street, Hébertville and Guy Gagnon, secretary treasurer, 103, Turgeon Street, Hébertville; for the following purposes: to acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income. The head office of the corporation is within the limits of the territory of Notre-Dame d'Hébertville, judicial district of Roberval.

Québec Housing Corporation

JACQUES BERNIER,

President.

49372-o

**Sociétés agricoles
et laitières**

**Farmers' and Dairymen's
Associations**

Cercle d'amélioration du bétail de Pontiac-Ouest

Avis est donné que, en vertu de l'arrêté en conseil No 3523-72 du 22 novembre 1972, le lieutenant-gouverneur en conseil a autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail de Pontiac-Ouest », avec siège social à Chapeau, dans le comté de Pontiac, conformément à la Loi des sociétés agricoles et laitières (S.R.Q. 1964, chapitre 116).

Daté du bureau du ministre, le 29 novembre 1972.

*Le sous-ministre de l'agriculture
et de la colonisation,*
GAÉTAN LUSSIER.

49370-o

Cercle d'amélioration du bétail de Pontiac-Ouest

Notice is given that pursuant to Order in Council No. 3523-72 of November 22, 1972, the Lieutenant-Governor in Council has authorized the formation of a farmers' and dairymen's association under the name of "Cercle d'amélioration du bétail de Pontiac-Ouest", with its head office in Chapeau, County of Pontiac, in conformity with the Farmers' and Dairymen's Associations Act (R.S.Q., 1964, Chapter 116).

Given at the Office of the Minister, on November 29, 1972.

GAÉTAN LUSSIER,
*Deputy Minister of Agriculture
and Colonization.*

49370

Ventes pour taxes

Sales for taxes

**Ville de Baie d'Urfé
Comté de Robert Baldwin**

**Town of Baie d'Urfé
County of Robert Baldwin**

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Baie d'Urfé, JEUDI, le QUATRIÈME jour de JANVIER, 1973, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La commission municipale de Québec, par décision en date du 12 octobre 1972, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550 (S.R.Q. 1964 chapitre 193).

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town of Baie d'Urfé, THURSDAY, the FOURTH day of JANUARY, 1973 at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the cost which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Québec Municipal Commission, by a decision dated October 12th 1972, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of Section 550 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, Chapter 193).

Noms des propriétaires <i>Names of Proprietors</i>	Cadastre	Subdivision
Succession/Estate George E. Fritz.....	316	14
	317	58
	316	15
	317	57
	316	16
	316	17
	317	59
	317	60
	317	61
	317	62
	317	63
	P. 317	
	P. 318	
	318	48
	317	64
A. Gagnon (administrateur/Trustee).....	317	14
	318	2
Intercontinental Corp. of Canada.....	328	22

Les immeubles susdits sont tous du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Anne du Bout de l'Île, et situés dans le territoire de la ville de Baie d'Urfé.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées audits immeubles.

Donné dans la ville de Baie d'Urfé, ce 23^e jour de novembre 1972.

La secrétaire-trésorière,
ALICE HOPGOOD.

49220-48-2-o

The above immoveables are all of the official cadastre of the parish of Ste. Anne du Bout de l'Île, and situated in the Town of Baie d'Urfé.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given in the Town of Baie d'Urfé, this 23rd day of November, 1972.

49220-48-2-o

ALICE HOPGOOD,
Secretary-Treasurer.

Ville de St-Bruno de Montarville

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, trésorier et assistant-greffier de la ville de St-Bruno de Montarville, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville de la Ville de St-Bruno de Montarville, 1585 rue Montarville, le MERCREDI VINGT-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et répartition, avec intérêts plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

Town of St. Bruno de Montarville

Public notice is hereby given by the undersigned, treasurer and assistant Town-Clerk of the Town of St-Bruno de Montarville, that the hereinafter described immoveables will be sold by public auction, at the Town Hall of the Town of St-Bruno de Montarville, 1585 Montarville Street, on WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER, 1972, at TEN o'clock in the forenoon to satisfy the payment of the municipal and school taxes plus the costs which shall subsequently be incurred unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Noms des propriétaires

Names of proprietors

Cadastre

Subdivision

Aruids Bumbulis.....	106.....	58.
Aruids Bumbulis.....	106.....	59.
Aruids Bumbulis.....	106.....	60.
Aruids Bumbulis.....	106.....	61.
Mme / Mrs. R. Bouthillette.....	107.....	P145.

« Une partie du lot cent quarante-cinq (145P) subdivision du lot original cent sept (107) du cadastre de la paroisse de St-Bruno en la municipalité de Saint-Bruno de Montarville. Borné en face par la rue 107-8, d'un côté par le 107-146 et de l'autre résidu du 107-145 et à l'arrière par le 107-154. Mesurant vingt-cinq (25') pieds de largeur par une profondeur de cent (100') pieds et contenant une superficie de deux mille cinq cent pieds carrés, mesure anglaise. (2500 p.c. m.a.) »

"A piece or parcel of land being part of lot one hundred and forty-five (145P) subdivision of original lot one hundred and seven (107) cadastre of the Parish of St-Bruno being part of the Town of Saint-Bruno de Montarville. Bounded with front facing street 107-8, one side by the 107-146 and on the other side the residue of 107-145. Measuring twenty-five (25') feet in width by a depth of one hundred (100') feet and containing an area of two thousand five hundred square feet, English measure. (2500 s.f. E.m.)"

Mme / Mrs. R. Bouthillette.....	107.....	146.
Charles Loisel.....	107.....	P164.

« Une partie du lot cent soixante-quatre (164P) subdivision du lot original cent sept (107) du cadastre de la paroisse de St-Bruno en la municipalité de Saint-Bruno de Montarville. Borné en face par la rue 107-2, d'un côté par le 107-165 et de l'autre résidu du lot 107-164 et à l'arrière par le 108-38. Mesurant vingt-cinq (25') pieds de largeur par une profondeur de cent (100') pieds et contenant une superficie de deux mille cinq cent pieds carrés, mesure anglaise (2500 p.c. m.a.) »

"A piece or parcel of land being part of lot one hundred and sixty-four (164P) subdivision of original lot one hundred and seven (107) cadastre of the Parish of St-Bruno being part of the Town of Saint-Bruno de Montarville. Bounded with front facing street 107-2, one side by the 107-165 and on the other side the residue of 107-164 in the back by 108-38. Measuring twenty-five (25') feet in width by a depth of one hundred (100') feet and containing an area of two thousand five hundred square feet, English measure. (2500 s.f. E.m.)"

Charles Loisel.....	107.....	165.
L. Weisshaus.....	108.....	26.
L. Weisshaus.....	108.....	27.
Ferencz Haar.....	126.....	31.
J. Rozenwald.....	126.....	33.
François Langelier.....	133.....	56.
François Langelier.....	133.....	P57.

« Une partie du lot cinquante-sept (57P) subdivision du lot original (133) du cadastre de la paroisse de St-Bruno en la municipalité de Saint-Bruno de Montarville. Borné en face par la rue Oakwood, d'un côté ouest par le résidu du 133-57 à l'est par le 133-56 et à l'arrière 133-67. Mesurant vingt-cinq

"A piece or parcel of land being part of lot fifty-seven (57P) subdivision of original lot one hundred thirty-three (133) cadastre of the Parish of St-Bruno being part of the Town of Saint-Bruno de Montarville. Bounded with front facing Oakwood street, west side by the residue of 133-57 and east side by the

Noms des propriétaires <i>Names of proprietors</i>	Cadastre	Subdivision
(25') pieds de largeur par une profondeur de cent onze (111') pieds et contenant une superficie de deux mille sept cent soixante-quinze pieds carrés, mesure anglaise (2775 p.c. m.a.) » Avec bâtisse dessus érigée sur les deux lots.	133-56 in the back by 133-67. Measuring twenty-five (25') feet in width by a depth of one hundred eleven (111') feet and containing an area of two thousand seven hundred and seventy-five square feet, English measure. (2775 s.f. E.m.)" With building thereon erected on the two lots.	
Joël Daléry Avec bâtisse dessus érigée.	172 With building thereon erected.	9.
Mortimer Ross Avec bâtisse dessus érigée.	227 With building thereon erected.	18.
Maurice Bourbonnière « Une partie du lot vingt-cinq (25P) subdivision du lot original deux cent trente et un (231) du cadastre de la paroisse de St-Bruno en la municipalité de Saint-Bruno de Montarville. Situé à l'intersection des rues Beaumont et Montpellier et borné à l'arrière par le 230-3 et le 230-5-2 et au nord par le résidu 25. De figure irrégulière et d'une superficie de quatre mille six cent soixante-neuf et quatre dixièmes pieds carrés, mesure anglaise. (4669.4 p.c. m.a.) »	231 "A piece or parcel of land being part of lot twenty-five (25P) subdivision of original lot two hundred thirty-one (231) cadastre of the Parish of St-Bruno being part of the Town of Saint-Bruno de Montarville. Located at the intersection of Beaumont and Montpellier Streets and bounded in the back by the 230-3 and the 230-5-2, in the north by the residue 231-25. Of irregular form and measuring four thousand six hundred and sixty-nine and four tenth square feet, English measure. (4669.4 s.f. E.m.)"	P25.
René Thorn Avec bâtisse dessus érigée.	492 With building thereon erected.	59.
Alex Bajayo	492	156.

Les immeubles susdits sont tous aux plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Bruno maintenant Ville de St-Bruno de Montarville et situés dans ladite Ville, le Bureau d'enregistrement de la Ville est situé au 201 place Charles Lemoyne, Longueuil.

Ladite vente sera en outre faite avec tous les droits de subrogation, toutes les servitudes actives ou passives apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné en la Ville de St-Bruno de Montarville, ce 20e jour de novembre 1972.

Vraie copie.
49307-48-2-o

Le trésorier et assistant-greffier,
PIERRE BOISSY.

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the Parish of St-Bruno now town of St. Bruno de Montarville and situated in the said town, the registration office of the said town is situated at 201 place Charles Lemoyne, Longueuil.

The said sale will be made with all subrogation rights and all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given at the Town of St. Bruno de Montarville, this 20th day of November, 1972.

True copy.
49307-48-2

PIERRE BOISSY,
Treasurer and Assistant Town-Clerk.

Ville de St-Félicien

Avis public est par les présentes donné, que le conseil municipal de la Ville de St-Félicien, par une résolution en date du 10 novembre 1972, a ordonné au soussigné, conformément à la Loi des cités et villes de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes municipales et scolaires, générales ou spéciales, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil à l'Hôtel de Ville de St-Félicien le VINGT-SIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée de l'est.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels lesdites taxes pour l'année 1972 et des années antérieures, intérêts et frais, auront été payés avant le moment de la vente.

Town of St. Félicien

Public notice is hereby given that the Town Council of the Town of St-Félicien, by resolution dated the November 10, 1972, has ordered the undersigned, pursuant to the Cities and Towns Act, to sell immovable properties hereinafter described for non-payment of municipal and school taxes, general or special, with interest and cost, and that consequently the said immovable properties shall be sold by public auction in the Council Room of the Town of St-Félicien, 1058 Sacré-Coeur Blvd., St-Félicien, Que., on the TWENTY-SIXTH day of DECEMBER, 1972, at TEN o'clock in the morning, Eastern Daylight Saving Time.

However, there shall be excluded from the sale, those immovable properties on which the said taxes, for the year 1972, and previous years, interest and costs, have been paid prior to the sale.

Les immeubles ci-après décrits seront vendus, sujets au droit de retrait d'un an. Ils font tous partie du plan cadastral et du livre de renvoi de la ville de St-Félicien.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y a lieu, sujets à tous les droits acquis de la ville de St-Félicien et à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable en monnaie légale ou chèque visé.

The immovable properties hereafter described will be sold subject to the one year right of redemption. They are all on the official plan and book of reference of the Town of St-Félicien.

They shall be sold with building erected thereon, circumstances and dependencies if any, subject to all the acquired rights of the Town of St-Félicien and any servitudes both active and passive, apparent or unapparent which may effect them.

The purchase price of said immovables shall be payable immediately, in legal currency or by certified cheque.

Nom et Adresse <i>Name and Address</i>	Description de l'immeuble <i>Description of immovable</i>	Montant des taxes <i>Amount of taxes</i>
René Tremblay Accessoires Inc. 1573, Boul. Sacré-Coeur, St-Félicien, Qué.	8-B-7 rang/range I, canton/township Demeules.	\$ 753.43
Mesurant 41 pi. au nord-ouest, 135 pi. au nord-est, 40.5 pi. et 55.3 pi. sur une couche circulaire de 36.5 pi. de rayon au sud-est, 43.5 et 61.0 pi. au sud-ouest. Mesurant en superficie 8,490 pieds carrés.	Mesuring 41.0 feet in the northwest line, 135 feet in the northeast line 40.5 and 55.3 on a circular line of 36.5 feet of radius, in its southeast line, 43.5 and 61.0 feet in its southwest line. Having an area of 8,490 square feet.	
Vallée Edmond 36, rue St-Jean Baptiste, St-Félicien, Qué.	1-E-29 rang/range I, canton/township Demeules.	\$ 1,897.33
Mesurant 130 pieds de profondeur, 54.3 pieds au nord-ouest, 60 pieds au sud-est. Mesurant en superficie 7,435.2 pieds carrés.	Mesuring 130 feet in depth, 54.3 feet in the northwest line, 60 feet in the southeast line. Mesuring area 7,435.2 square feet.	

En foi de quoi, j'ai signé à St-Félicien, ce vingt-septième jour de novembre mil neuf cent soixante-douze.

49318-48-2-o

Le secrétaire-trésorier,
J. A. BLOUIN.

In witness whereof, I have signed at St-Félicien, this twenty-seventh day of November, one thousand nine hundred and seventy-two.

49318-48-2-o

J. A. BLOUIN,
Town Clerk.

Liquidation — Loi de la

Winding-Up Act

Édifices Bretagne inc.

Édifices Bretagne inc.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Édifices Bretagne inc. », tenue à Hauterive, le 24 octobre 1972, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Maurice Boulanger a été nommé liquidateur.

Notice is given that, at a special general meeting of the shareholders of "Édifices Bretagne inc.", held at Hauterive, on October 24, 1972, it was resolved that the affairs of the said company be wound up, and that said company be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act, and that Mr. Maurice Boulanger be appointed liquidator.

Le directeur du service des compagnies,

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

49367-o

PIERRE DESJARDINS.
937-65

49367

937-65

Soumissions — Demandes de

Tenders — Requests for

Town of Courville (Erratum)

In the notice published in *Official Gazette* No. 48, on the sixth line of the redemption table, we should have read: January 15, 1979 instead of January 15, 1989.

**Sociétés coopératives
agricoles**

**Cooperative Agricultural
Associations**

Société coopérative agricole de St-Pamphile

(Loi des sociétés coopératives agricoles)

Avis est donné que la « Société coopérative agricole de St-Pamphile », dont le siège social était situé à St-Pamphile, dans le district électoral de L'Islet, a été dissoute le 13 novembre 1972, ce conformément aux dispositions de la Loi des sociétés coopératives agricoles et de la Loi de la liquidation des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
49401-0 FERNAND LALONDE.

Société coopérative agricole de St-Pamphile

(Cooperative Agricultural Associations Act)

Notice is given that the "Société coopérative agricole de St-Pamphile", whose head office was located in St. Pamphile, in the Electoral District of L'Islet, was dissolved on November 13, 1972, in conformity with the provisions of the Cooperative Agricultural Associations Act and of the Winding-Up Act.

FERNAND LALONDE,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
49401

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 320), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie de la Ville de Noranda, comprenant les lots 2281 et 2282, située dans la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie de la Ville de Noranda qui est signé par le ministre des terres et forêts est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, à Rouyn;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie de la Ville de Noranda;

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the City of Noranda, comprising lots 2281 and 2282, located in the Rouyn-Noranda Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said City of Noranda signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Rouyn-Noranda Registration Division Office, in Rouyn, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Rouyn-Noranda Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the City of Noranda;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3453-72 du 15 novembre 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 320), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu :

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, à Rouyn, des plan et livre de renvoi originaux d'une partie de la Ville de Noranda, comprenant les lots 2281 et 2282, située dans la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda;

b) de fixer à la date de la publication de la proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie de la Ville de Noranda;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné par ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168 et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce quinzième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

Libro: 501
Folio: 38

JEAN ALARIE,
49366-0

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 3453-72, dated November 15, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(a) to announce the deposit in the Rouyn-Noranda Registration Division Office, in Rouyn, of the original plan and book of reference of a part of the City of Noranda, comprising lots 2281 and 2282 located in the Rouyn-Noranda Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(b) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the City of Noranda;

(c) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immovable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(d) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this fifteenth day of November in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

Libro: 501
Folio: 38.

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.
49366

Ventes par Shérifs

Sheriff's Sales

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

JOLIETTE

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Joliette

Cour Supérieure, { HÉLÈNE GUINDON, résidant
No 25,549. { dans les cité et district de
Montréal, demanderesse, vs PHILIPPE CADIEUX, résidant au 138 rue Notre-Dame à St-Paul l'Ermite, district de Joliette, défendeur.

Superior Court, { HÉLÈNE GUINDON, residing
No. 25,549. { in the City and District of
Montreal, plaintiff, vs PHILIPPE CADIEUX, residing at 138 Notre-Dame Street, at St. Paul-l'Ermite, District of Joliette, defendant.

« Un lot de terre désigné sous le numéro un de la subdivision du lot originaire numéro quatre-vingt-cinq (85-1) au cadastre officiel de la paroisse de St-Paul l'Ermite.

“A lot of land described as number one of the subdivision of original lot number eighty-five (85-1) in the official cadastre of the Parish of St. Paul-l'Ermite.

Circonstances et dépendances y compris toutes les bâtisses dessus érigées.»

Appurtenances and dependencies, including all the buildings erected thereon.”

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de l'Assomption, à l'Assomption, district de Joliette, JEUDI, le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER 1973, à ONZE heures de l'avant-midi.

To be sold in the l'Assomption Registration Division Office, in l'Assomption, District of Joliette, on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of JANUARY, 1973, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif, Joliette, le 29 novembre 1972. 49385-0

Sheriff's Office, Joliette, November 29, 1972. 49385

MONTRÉAL

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No 05-006 866-72. { L'IMPÉRIALE COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE, demanderesse, vs DAME YOLANDE SCALICI, défenderesse.

No. 05-006 866-72. { THE IMPERIAL LIFE ASSURANCE COMPANY, plaintiff, vs MRS. YOLANDE SCALICI, defendant.

« Ce certain emplacement ayant front sur le boulevard Samson en la ville de Laval (Chomedey), province de Québec, étant connu et désigné comme la subdivision du lot numéro quatre cent cinquante-trois du lot originaire numéro dix (10-453) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Martin.

“That certain emplacement fronting on Samson Boulevard in the City of Laval (Chomedey), Province of Québec, being known and designated as subdivision lot number four hundred and fifty-three of original lot number ten (10-453) on the official plan and book of reference of the parish of St. Martin.

Avec la bâtisse dessus construite, portant les numéros civiques 5156 et 5158, dudit boulevard Samson, dont le mur est mitoyen.»

With the building thereon erected bearing civic numbers 5156 and 5158 of said Samson Boulevard, the easterly wall whereof is mitoyen”.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je-Me-Souviens, en la ville de Laval, le ONZIÈME jour de JANVIER 1973, à ONZE heures TRENTE de l'avant-midi.

To be sold at the Registry Office for the County of Laval, 155 Je-Me-Souviens Boulevard, in the City of Laval, on the ELEVENTH day of JANUARY 1973 at ELEVEN THIRTY in the forenoon.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, le 30 novembre 1972. 49405

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, November 30, 1972. 49405-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-006 865-72. { **L'**IMPÉRIALE COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE, demanderesse, *vs* DAME YOLANDE SCALICI, défenderesse.

« Ce certain emplacement ayant front sur le boulevard Samson en la ville de Laval (Chomedey), province de Québec, étant connu et désigné comme la subdivision du lot numéro quatre cent cinquante-deux du lot originaire numéro dix (10-452) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Martin.

Avec la bâtisse dessus construite, portant les numéros civiques 5152 et 5154 dudit boulevard Samson, dont le mur ouest est mitoyen. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je-Me-Souviens, en la ville de Laval, le ONZIÈME jour de JANVIER 1973, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 30 novembre 1972. 49406-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-00441-72. { **R**OLLAND JACQUES INC., demanderesse, *vs* PIERRINE CONSTRUCTION CO. LTD. et PETER ZULIANI HOLDING INC., défendeurs et LE REGISTRATEUR de Chambly, mis en cause et MARIANA HOLDINGS INC., tierce-saisie.

« Un certain emplacement connu et désigné comme étant les subdivisions mille quarante-deux partie mille quarante et un, mesurant vingt et un pieds (21 pi.) de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-neuf pieds et cinq dixièmes (89.5 pi.), mesure anglaise et borné en front au nord-est par la rue Cartier, au sud-est par le résidu du lot 142-1042, au sud-ouest par partie du lot 143-1437 et au nord-ouest par le résidu du lot 142-1041, et partie de la subdivision mille quarante-trois mesurant dix-huit pieds et cinq dixièmes (18.5) de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-neuf pieds et cinq dixièmes (89.5 pi.) mesure anglaise et borné en front au nord-est par la rue Cartier, au sud-est par le résidu du lot 142-1043, au sud-ouest par partie du lot 143-1439 et au nord-ouest par le lot 142-1042, du lot originaire cent quarante-deux (142-1042, Ptie 1041, Ptie 1043) et les subdivisions mille quatre cent trente-huit, partie de mille quatre cent trente-sept, mesurant vingt et un pieds (21 pi.) de largeur sur une profondeur de huit pieds (8 pi.) mesure anglaise et borné en front au nord-est par partie du lot 142-1041 ci-haut décrit, au sud-est par le lot 143-1438, au sud-ouest par partie du lot 143-1443-4, et au nord-ouest par le résidu du lot 143-1437 et partie de la subdivision mille quatre cent trente-neuf mesurant dix-huit pieds et cinq dixièmes (18.5 pi.) en largeur sur une profondeur de huit pieds (8 pi.) mesure anglaise et borné au nord-est par partie du lot 142-1043 ci-haut décrit, au sud-est par le résidu du lot 143-1439, au sud-ouest par partie du lot 143-1443-4 et

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-006 865-72. { **T**HE IMPERIAL LIFE ASSURANCE COMPANY, plaintiff, *vs* MRS. YOLANDE SCALICI, defendant.

“That certain emplacement fronting on Samson Boulevard in the City of Laval (Chomedey) Province of Québec, being known and designated as subdivision lot number four hundred and fifty-two of original lot number ten (10-452) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Martin.

With the building thereon erected bearing civic numbers 5152 and 5154 of said Samson Boulevard, the westerly wall whereof is mitoyen.”

To be sold at the Registry Office for the County of Laval, 155 Boul. Je Me Souviens, in the City of Laval, on the ELEVENTH day of JANUARY, 1973, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, November 30, 1972. 49406

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-00441-72. { **R**OLLAND JACQUES INC., plaintiff, *vs* PIERRINE CONSTRUCTION CO. LTD. and PETER ZULIANI HOLDING INC., defendants and THE REGISTRAR of Chambly, mis en cause, and MARIANA HOLDINGS INC., garnishee.

“A certain emplacement known and described as being subdivisions one thousand and forty-two and part of one thousand and forty-one, measuring twenty-one feet (21 ft.) in width by a depth of eighty-nine and five tenths feet (89.5 ft.), English measure and bounded in front on the northeast by Cartier Street, on the southeast by lot 142-1042, on the southwest by part of lot 143-1437 and on the northwest by the remainder of lot 142-1041, and part of subdivision one thousand and forty-three measuring eighteen and five tenths feet (18.5) in width by a depth of eighty-nine and five tenths feet (89.5 ft.) English measure and bounded in front on the northeast by Cartier Street, on the southeast by the remainder of lot 142-1043, on the southwest by part of lot 143-1439 and on the northwest by lot 142-1042, of original lot one hundred and forty-two (142-1042, Pt. 1041, Pt. 1043) and subdivisions one thousand four hundred and thirty-eight, part of one thousand four hundred and thirty-seven, measuring twenty-one feet (21 ft.) in width by a depth of eight feet (8 ft.) English measure and bounded in front on the northeast by part of lot 142-1041 hereinabove described, on the southeast by lot 143-1438, on the southwest by part of lot 143-1443-4, and on the northwest by the remainder of lot 143-1437 and part of subdivision one thousand four hundred and thirty-nine measuring eighteen and five tenths feet (18.5 ft.) in width by a depth of eight feet (8 ft.) English measure and bounded on the northeast by part of lot 142-1043 hereinabove described, on

au nord-ouest par le lot 143-1438 du lot originaire cent quarante-trois (143-1438, Ptie 1437, Ptie 1439) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, avec bâtisse dessus érigée. »

« Un certain emplacement connu et désigné comme étant les subdivisions mille quarante-quatre, mille quarante-cinq, mille quarante-six, et partie de mille quarante-trois mesurant six pieds et cinq dixièmes (6.5 pi.) de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-neuf pieds et cinq dixièmes (89.5) mesure anglaise, et borné en front au nord-est par la rue Cartier, au sud-est par le lot 142-1044, au sud-ouest par partie du lot 143-1439 et au nord-ouest par le résidu du lot 142-1043 du lot originaire cent quarante-deux (142-1044, 1045, 1046, Ptie 1043) et les subdivisions mille quatre cent quarante, mille quatre cent quarante et un, mille quatre cent quarante-deux, et partie de mille quatre cent trente-neuf mesurant six pieds et cinq dixièmes (6.5 pi.) de largeur sur une profondeur de huit pieds (8 pi.) mesure anglaise et borné au nord-est par partie du lot 142-1043 ci-haut décrit, au sud-est par le lot 143-1440, au sud-ouest par partie du lot 143-1443-4 et au nord-ouest par le résidu du lot 143-1439 du lot originaire cent quarante-trois (143-1440, 1441, 1442, Ptie 1439) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, avec bâtisse dessus érigée. »

Pour être vendu séparément au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, 201, Place Charles Lemoyne, Édifice Montval, à Longueuil, P.Q., le ONZIÈME jour de JANVIER 1973, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Cour Supérieure, Montréal, P.Q., ce 30 novembre 1972.	<i>Le shérif adjoint,</i> PAUL ST-MARTIN. 49403-0
---	---

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 818,426. { MILBERN WINDOW LIMITED, corps politique et incorporé, dûment constitué selon la loi, et faisant affaires sous les nom et raison sociale de Security Window, ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 800, rue Price, St-Jérôme, district de Terrebonne, demanderesse, vs ALFRED GAUTHIER, entrepreneur, de Ville Brossard, district de Montréal, y résidant au 5956, Angèle, et DAVID GAUTHIER, entrepreneur, du district de Montréal, résidant au 5410, Paul Pau, défendeurs, et LE REGISTRATEUR pour la division d'enregistrement de Laprairie, mis en cause.

« Un certain emplacement situé à ville de Brossard, ayant front sur la rue Anger, connu et désigné comme étant les lots numéros deux cent soixante-quatre et deux cent soixante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro Cent vingt et un (121-264 et 265) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie de la Magdeleine comté de Laprairie. »

the southeast by the remainder of lot 143-1439, on the southwest by part of lot 143-1443-4 and on the northwest by lot 143-1438 of original lot one hundred and forty-three (143-1438, Pt. 1437, Pt. 1439) in the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine-de-Longueuil, with a building erected thereon.”

“A certain emplacement known and described as being subdivisions one thousand and forty-four, one thousand and forty-five, one thousand and forty-six and part of one thousand and forty-three measuring six and five tenths feet (6.5 ft.) in width by a depth of eighty-nine and five tenths feet (89.5 ft.) English measure, and bounded in front on the northeast by Cartier Street, on the southeast by lot 142-1044, on the southwest by part of lot 143-1439 and on the northwest by the remainder of lot 142-1043 of original lot one hundred and forty-two (142-1044, 1045, 1046, Pt. 1043) and subdivisions one thousand four hundred and forty, one thousand four hundred and forty-one, one thousand four hundred and forty-two, and part of one thousand four hundred and thirty-nine measuring six and five tenths feet (6.5 ft.) in width by a depth of eight feet (8 ft.) English measure and bounded on the northeast by part of lot 142-1043 hereinabove described, on the southeast by lot 143-1440, on the southwest by part of lot 143-1443-4 and on the northwest by the remainder of lot 143-1439 of original lot one hundred and forty-three (143-1440, 1441, 1442, Pt. 1439) in the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine-de-Longueuil, with a building erected thereon.”

To be sold separately in the County of Chambly Registry Office, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, in Longueuil, P.Q., on the ELEVENTH day of JANUARY, 1973, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, P.Q., November 30, 1972.	PAUL ST-MARTIN, Assistant Sheriff. 49403
--	--

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 818,426. { MILBERN WINDOW LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated according to law, and carrying on business under the name and style of "Security Window", having its head office and principal place of business at 800 Price Street, St. Jérôme, District of Terrebonne, plaintiff, vs ALFRED GAUTHIER, contractor, of Ville Brossard, District of Montreal, therein residing at 5956 Angèle, and DAVID GAUTHIER, contractor, of the District of Montreal, residing at 5410 Paul Pau, defendants, and REGISTRAR for the registration division of Laprairie, mis en cause.

“A certain emplacement situated in the Town of Brossard, fronting on Anger Street, known and described as being lots numbers two hundred and sixty-four and two hundred and sixty-five of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty-one (121-264 and 265) on the official plan and book of reference for the Parish of Laprairie-de-la-Magdeleine, County of Laprairie.”

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie, 213, rue St-Ignace, à Laprairie, le DIXIÈME jour de JANVIER 1973, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, ce 30 décembre 1972. 49404-0

To be sold at the County of Laprairie Registry Office, 213 St. Ignace Street, in Laprairie, on the TENTH day of JANUARY, 1973, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, December 30, 1972. 49404

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Rimouski

No 2735-D. { GILBERTE ROSE MICHAUD,
ménagère, épouse commune en
biens de Roméo Michaud, résidant et
domiciliée à 1666 Place Beauchesne, app. 201, Cité et
district de Montréal, demanderesse; vs ROMÉO
MICHAUD, résidant à Matane, district de Rimouski,
défendeur.

Lot No 291-1, Roméo Michaud:

De figure irrégulière, borné vers le nord-ouest par le lot 292-1, vers le nord-est par le lot 292-5 (Route), vers le sud-est par le lot 290-1, vers le sud-ouest par le premier rang; mesurant six mille sept cent dix-sept pieds (6,717.0) au nord-ouest, trois cent quatre-vingt-douze pieds (392.0) au nord-est, six mille six cent quatre-vingt-neuf pieds (6,689.0) au sud-est, trois cent soixante-quatre pieds (364.0) au sud-ouest; contenant en superficie cinquante-quatre acres et sept cent quatre-vingt et un millièmes, M.A. (54,781 acres).

Lot No 291-2, Roméo Michaud:

De figure irrégulière, borné vers le nord-ouest par le lot 292-3, vers le nord-est par le lot 630-3 (Chemin de fer), vers le sud-est par les lots 630-3 et 290-2, vers le sud-ouest par le lot 291-5 (Route); mesurant quatre cent quarante pieds (440.0) au nord-ouest, trois cent soixante-dix-huit pieds (378.0) au nord-est, trois cent dix-huit pieds (318.0) au sud-est, trois cent quatre-vingt-douze pieds (392.0) au sud-ouest; contenant en superficie trois acres et deux cent soixante-trois millièmes, M.A. (3,263 acres).

Lot No 291-3, Roméo Michaud:

De figure irrégulière, borné vers le nord-ouest par le lot 292-3, vers le nord-est par le lot 291-4, vers le sud-est par le lot 630-3, vers le sud-ouest par le lot 630-3 (chemin de fer); mesurant cent dix pieds (110.0) au nord-ouest, trois cent quatre-vingt-dix pieds (390.0) au nord-est, dix-neuf pieds (19.0) au sud-est, trois cent soixante-dix-huit pieds (378.0) au sud-ouest; contenant en superficie cinq cent soixante et un millièmes d'acre, M.A. (0.561 acre).

Lot No 292-1-1, Roméo Michaud:

De figure irrégulière, borné vers le nord-ouest par le lot 293-2-1, vers le nord-est par le lot 292-5 (Rue

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
Superior Court — District of Rimouski

No. 2735-D. { GILBERTE ROSE MICHAUD,
housewife, wife common as to
property of Roméo Michaud, residing
and domiciled at 1666 Place Beauchesne, Apt. 201,
City and District of Montreal, plaintiff; vs ROMÉO
MICHAUD, residing in Matane, District of Rimouski,
defendant.

Lot No. 291-1, Roméo Michaud:

Of an irregular configuration, bounded towards the northwest by lot 292-1, towards the northeast by lot 292-5 (road), towards the southeast by lot 290-1, towards the southwest by the Frist Range; measuring six thousand seven hundred and seventeen feet (6,717.0) on the northwest, three hundred and ninety-two feet (392.0) on the northeast, six thousand six hundred and eighty-nine feet (6,689.0) on the southeast, three hundred and sixty-four feet (364.0) on the southwest; containing a surface area of fifty-four and seven hundred and eighty-one thousandths acres, E.M. (54,781 acres).

Lot No. 291-2, Roméo Michaud:

Of an irregular configuration, bounded towards the northwest by lot 292-2, towards the northeast by lot 630-3 (railroad), towards the southeast by lots 630-3 and 290-2, towards the southwest by lot 291-5 (road); measuring four hundred and forty feet (440.0) on the northwest, three hundred and seventy-eight feet (378.0) on the northeast, three hundred and eighteen feet (318.0) on the southeast, three hundred and ninety-two feet (392.0) on the southwest; containing a surface area of three and two hundred and sixty-three thousandths acres, E.M. (3,263 acres).

Lot No. 291-3, Roméo Michaud:

Of an irregular configuration, bounded towards the northwest by lot 292-3, towards the northeast by lot 291-4, towards the southeast by lot 630-3, towards the southwest by lot 630-3 (railroad); measuring one hundred and ten feet (110.0) on the northwest, three hundred and ninety feet (390.0) on the northeast, nineteen feet (19.0) on the southeast, three hundred and seventy-eight feet (378.0) on the southwest; containing a surface area of five hundred and sixty-one thousandths of an acre, E.M. (0.561 acre).

Lot No. 292-1-1, Roméo Michaud:

Of an irregular configuration, bounded towards the northwest by lot 293-2-1, towards the northeast by lot

Henri Dunan), vers le sud-est par le lot 292-1-2, vers le sud-ouest par le lot 292-1 N.S.; mesurant cent deux pieds et deux dixièmes (102,2 pi.) soit (31,15 m.) au nord-ouest, soixante-quinze pieds (75,0 pi.) soit (22,86 m.) au nord-est, cent un pieds et deux dixièmes (101,2 pi.) soit (30,85 m.) au sud-est, quatre-vingt-quatre pieds et deux dixièmes (84,2 pi.) soit (25,86 m.) au sud-ouest; contenant en superficie huit mille pieds carrés. Soit sept cent quarante-trois mètres carrés et deux cent vingt-quatre millièmes. (8,000 pi. car.) soit (743,224 m. car.).

Lot No. 292-1-2, Roméo Michaud:

De figure irrégulière, borné vers le nord-ouest par le lot 292-1-1, vers le nord-est par le lot 292-5 (rue Henri Dunan), vers le sud-est par le lot 292-1 N.S., vers le sud-ouest par le lot 292-1 N.S.; mesurant cent un pieds et deux dixièmes (101,2 pi.) soit (30,85 m.) au nord-ouest, soixante-quinze pieds (75,0 pi.) soit (22,86 m.) au nord-est, cent pieds (100,0 pi.) soit (30,48 m.) au sud-est, quatre-vingt-quatre pieds et deux dixièmes (84,2 pi.) soit (25,66 m.) au sud-ouest; contenant en superficie huit mille pieds carrés. Soit sept cent quarante-trois mètres carrés et deux cent vingt-quatre millièmes. (8,000 pi. car.) soit (743,224 m. car.).

Lot No 292-2, Roméo Michaud:

De figure irrégulière, borné vers le nord-ouest par les lots 293-7, 293-5 et 630-3, vers le nord-est par le lot 630-3 (chemin de fer) vers le sud-est par le lot 291-2, vers le sud-ouest par le lot 292-5 (Route); mesurant cinq cent quatre-vingt-onze pieds et cinq dixièmes (591'.5) au nord-ouest; trois cent soixante-huit pieds et cinq dixièmes (368'.5) au nord-est, quatre cent quarante pieds (440'.0) au sud-est, trois cent soixante-dix pieds (370'.0) au sud-ouest; contenant en superficie quatre acres et deux cent trente-deux millièmes. M.A. (4,232 acres).

Lot No 292-3, Roméo Michaud:

De figure irrégulière, borné vers le nord-ouest par le lot 293-6, vers le nord-est par le lot 292-4, vers le sud-est par le lot 291-3, vers le sud-ouest par le lot 630-3, (chemin de fer); mesurant cent quarante-trois pieds (143'.0) au nord-ouest; trois cent quatre-vingts pieds (380'.0) au nord-est, cent dix pieds (110'.0) au sud-est, trois cent soixante-huit pieds et cinq dixièmes (368'.5) au sud-ouest; contenant en superficie un acre et soixante-seize millièmes. M.A. (1.076 acre).

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y a.

Pour être vendu « en bloc », au bureau d'enregistrement de Matane, Palais de Justice, Ville de Matane, le SEIZIÈME jour de JANVIER, 1973, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du député-shérif,
Rimouski, 4 décembre 1972.

Le député-shérif,
JACQUES MARTIN.
49387-0

292-5 (Henri Dunan Street), towards the southeast by lot 292-1-2, towards the southwest by lot 292-1 N.S.; measuring one hundred and two and two tenths feet (102.2 feet), that is, (31.15 m.) on the northwest, seventy-five feet (75.0 feet) that is (22.86 m.) on the northeast, one hundred and one and two tenths feet (101.2 feet) that is (30.85 m.) on the southeast, eighty-four and two tenths feet (84.2 feet) that is (25.66 m.) on the southwest; containing in surface area eight thousand square feet. That is, seven hundred and forty-three and two hundred twenty-four thousandths square metres. (8,000 sq. ft.) that is (743.224 sq. m.)

Lot No. 292-1-2, Roméo Michaud:

Of an irregular configuration, bounded towards the northwest by lot 292-1-1, towards the northeast by lot 292-5 (Henri Dunan Street), towards the southeast by lot 292-1 N.S., towards the southwest by lot 292-1 N.S.; measuring one hundred and one and two tenths feet (101.2 ft.) that is (30.85 m.) on the northwest, seventy-five feet (75.0 ft.) that is (22.86 m.) on the northeast, one hundred feet (100.0 ft.) that is (30.48 m.) on the southeast, eighty-four and two tenths feet (84.2 feet) that is (25.66 m.) on the southwest; containing in surface area eight thousand square feet. That is, seven hundred and forty-three and two hundred and twenty-four thousandths square metres. (8,000 sq. ft.) that is (743.224 sq. m.).

Lot No. 292-2, Roméo Michaud:

Of an irregular configuration, bounded towards the northwest by lots 293-7, 293-5 and 630-3, towards the northeast by lot 630-3 (railroad) towards the southeast by lot 291-2, towards the southwest by lot 292-5 (Route); measuring five hundred and ninety-one and five tenths feet (591'.5) on the northwest; three hundred and sixty-eight and five tenths feet (368'.5) on the northeast, four hundred and forty feet (440'.0) on the southeast, three hundred and seventy feet (370'.0) on the southwest; containing a surface area of four and two hundred and thirty-two thousandths acres. E.M. (4,232 acres).

Lot No. 292-3, Roméo Michaud:

Of an irregular configuration, bounded towards the northwest by lot 293-6, towards the northeast by lot 292-4, towards the southeast by lot 291-3, towards the southwest by lot 630-3, (railroad); measuring one hundred and forty-three feet (143'.0) on the northwest; three hundred and eighty feet (380'.0) on the northeast, one hundred and ten feet (110'.0) on the southeast, three hundred and sixty-eight and five tenths feet (368'.5) on the southwest; containing a surface area of one and seventy-six thousandths acres, E.M. (1.076 acres).

With buildings erected thereon, appurtenances and dependencies, if any.

To be sold "en bloc" in the Matane Registry Office, at the Court House, in the Town of Matane, on the SIXTEENTH day of JANUARY, 1973, at TWO o'clock in the afternoon.

Deputy Sheriff's Office,
Rimouski, December 4, 1972.

JACQUES MARTIN,
Deputy Sheriff.
49387

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Provinciale, { ALBERTINE IMBEAULT, No 7851. } épouse en première noce de feu Benoit Imbeault et en secondes noces de Oscar Ouellet, domiciliée à Amqui, district de Rimouski, demanderesse, *vs* JEAN-YVES BÉLANGER, de l'endroit appelé Lac Humqui, district de Rimouski, défendeur.

Un terrain situé en la paroisse de St-Zénon-du-Lac-Humqui, contenant cent vingt pieds plus ou moins de front au chemin, de même largeur, à l'arrière au Lac Humqui, sur la profondeur qu'il y a du chemin du Lac Humqui, faisant partie et à distraire des lots connus et désignés sous les nos onze et douze (Pts 11 et 12) du cadastre officiel du rang sept (7) du Canton Pineault, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel que le tout se trouve actuellement, borné à l'avant au chemin, à l'arrière au Lac Humqui, d'un côté au terrain de Michel Turcotte, ou représentant et de l'autre au chemin allant à la Fromagerie. Tel que le tout se trouve avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble avec en outre tout le ménage de maison actuellement dans ladite maison.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement d'Amqui, Palais de Justice, Ville d'Amqui, le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER, 1973, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du député shérif, Le député shérif,
Rimouski, 4 décembre 1972. JACQUES MARTIN, 49386-0

ROUYN - NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, { AVCO C.F.C. LIMITED, cor- No 10,305. } poration légalement constituée, ayant une place d'affaires à Rouyn, Québec, demanderesse. *vs* JAMES B. CONNELLY, domicilié à Chemin Bellecombe, Rouyn, Québec, défendeur.

1° « Les droits acquis sur le lot 32A, rang 6, sud, Canton Rouyn, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; »

2° « Les droits acquis sur le lot 31, rang 6, sud, Canton Rouyn, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus au bureau du registrateur au Palais de Justice à Rouyn, district de Rouyn-Noranda, le DIX-SEPTIÈME jour de JANVIER 1973, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Rouyn, Québec, le 1er décembre 1972. J.J.R. DESMEULES, 49388-0

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Provincial Court, { ALBERTINE IMBEAULT, No. 7851. } wife, by a first marriage, of the late Benoit Imbeault, and by a second marriage, of Oscar Ouellet, domiciled at Amqui, District of Rimouski, plaintiff, *vs* JEAN-YVES BÉLANGER, of the locality known as Lac Humqui, District of Rimouski, defendant.

A parcel of land located in the Parish of St. Zénon-du-Lac-Humqui, containing one hundred and twenty feet, more or less, in front along the road and of equal width in the rear, along Lake Humqui, measuring in depth the distance between the road and Lake Humqui, forming part of and to be withdrawn from the lots known and described as numbers eleven and twelve (Pts. 11 and 12) on the official cadastre of Range Seven (7) of the Township of Pineault, with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies, as the whole now subsists, bounded in front by the road, in the rear, by Lake Humqui, on one side by the land of Michel Turcotte, or representative, and on the other side by the road leading to the cheese-dairy. As the whole subsists with all active and passive, apparent or non-apparent servitudes attaching to the said immoveable, with in addition, all the furnishings that are presently in the said house.

To be sold at the Amqui Registry Office, Court House, Town of Amqui, on the EIGHTEENTH day of JANUARY, 1973, at TWO o'clock in the afternoon.

Deputy Sheriff's Office, JACQUES MARTIN,
Rimouski, December 4, 1972. Deputy Sheriff, 49386

ROUYN - NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, { AVCO C.F.C. LIMITED, a body No. 10,305. } politic and corporate, having a place of business at Rouyn, Québec, plaintiff, *vs* JAMES B. CONNELLY, residing and having his domicile at Bellecombe Road, Rouyn, Québec, defendant.

1. "The acquired rights on lot 32A, range 6 south, Township of Rouyn, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

2. "The acquired rights on lot 31, range 6, south, Township of Rouyn, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registrar's Office at the Court House of Rouyn, District of Rouyn-Noranda, on the SEVENTEENTH day of JANUARY, 1973, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J.J.R. DESMEULES,
Rouyn, Québec, December 1, 1972. Sheriff, 49388-0

INDEX No 49

Partie I: avis juridiques — Part I: Juridical notices

ASSEMBLÉE NATIONALE	NATIONAL ASSEMBLY
Loi de la protection de la jeunesse (Bill 65).....	11260
Youth Protection Act (Bill 65).....	11260
ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES	COOPERATIVE ASSOCIATIONS
Association coopérative de Ferland (L') (<i>Dissolution</i>).....	11256
Club coopératif de consommation de Mercier (<i>Formation</i>).....	11255
Garderie coopérative Tournesol, Granby (<i>Formation</i>).....	11255
AVIS DIVERS	MISCELLANEOUS NOTICES
Montréal, ville-city (<i>Rachat d'obligations-Redemption of bonds</i>) (<i>Erratum</i>).....	11253
Montréal, ville-city (<i>Rachat d'obligations-Redemption of bonds</i>).....	11253
Pensionnat des Sacré-Coeurs (L.P.).....	11254
CHANGEMENT DE NOM — Loi du	CHANGE OF NAME ACT
<i>Accordés:</i>	<i>Granted:</i>
Dauphinais, Jacqueline Jacques.....	11258
Dawson, Mado.....	11258
Demers, Jocelyne Catherine.....	11258
Ostro, Solomon.....	11258
<i>Demandes:</i>	<i>Applications:</i>
Bereznik, Charlotte Theresa.....	11257
Bernier, Joseph Victor Donald.....	11257
Deschamps, Yvan.....	11257
Farouk, Ibrahim.....	11256
Garofalo, Carlo.....	11257
Pigeon, Joseph Michel Ulric Alphonse.....	11258
Shaheen, Shaheen (Eugène).....	11256
Shragovitch, Nathan.....	11257
Vasilikiotis, Peter (Panagiotis).....	11256
Yamine, Boulos (Paul) Michel.....	11256
CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT	SAVINGS AND CREDIT UNIONS
Caisse d'Économie des Employés de l'Hydrau- lique (La) (<i>Groupe Ch.</i>).....	11259
Caisse Populaire de Causapsal (La) (<i>Nom- Name ch. & Mod. terr.</i>).....	11259
COMPAGNIES ÉTRANGÈRES	EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES
<i>Permis:</i>	<i>Licenses:</i>
Northern Visual Information Systems Ltd.....	11255
Premier Equipment Pty. Limited.....	11254
To-Ro Entreprises Ltd.....	11254
COMPAGNIES — LOI DES	COMPANIES ACT
<i>Demandes d'abandon de charte</i>	<i>Applications for Surrender of Charter</i>
Alpha Tool Corporation.....	11245
Bocage Notre-Dame Inc.....	11246
Bonnie Lingerie Limited.....	11244
Centre de Notification Carte Noire Inc.....	11246
Compagnie Immobilière du Conseil du district de Montréal, de la Fraternité-Unie des Char- pentiers et Menuisiers d'Amérique.....	11244
Durand (Georges) Inc.....	11243
Holomag Investments Ltd.....	11246
Houle (Paul) Inc.....	11243
Independent Enterprises Ltd.....	11247
Indevco Québec Limited.....	11247
Kobay Research & Development Corporation.....	11243
Rolling Overhead Door Co. Ltd.....	11246
Romaine Electric Company.....	11245
Rummy Investments Inc.....	11245
Société de Placements Dentura Inc. (La).....	11245
Tov Investments Inc.....	11245
Toy Creations Ltd.....	11243
Twinpak-Gilbert Ltd.....	11246
Divers	Miscellaneous
Cinévision ltée (<i>Dir.</i>).....	11247
Dendrek Inc. (<i>Dir.</i>).....	11247

Divers	Miscellaneous	Immeubles Nomade ltée	11250
(suite)	(continued)	Laber Inc.	11252
Gatineau Materials Inc. (Dir.)	11247	Ladurantaye et Frère ltée	11251
Joe's Steak House Ltd. (Dir.)	11248	Langlois, Crossey, Bertrand Inc.	11250
Lumen Inc. (Dir.)	11247	Laurentian Day Ski Camp Inc.	11251
Matériaux Gatineau inc. (Dir.)	11247	MacLan Exploration Limited	11252
Montreal Auto Delivery Service Ltd. (Dir.) ..	11248	Matériaux Gatineau inc.	11250
Pitts Québec Limited (Dir.)	11248	Nomad Properties Ltd.	11250
Théâtre Éducatif pour Enfants Les Pissenlits (Le) (Dir.)	11248	Potvin Petroleum (Transport) Inc.	11251
		Productions M.I.C.A. Inc. (Les)	11251
		Produits Forestiers Tembec Inc.	11249
		Reprox Corporation	11250
		Stéréo Compac (Québec) inc.	11248
		Tembec Forest Products Inc.	11249
		Union, Société de Gestion Immobilière Inc. .	11249
Fusion de compagnies	Amalgamation of companies	LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la	WINDING-UP ACT
Capitol Industries Ltd.	11243	Édifices Bretagne inc.	11268
Cie de bois de Luceville ltée (La)	11243		
Columbia-Rivershore Investments Ltd.	11243	MINISTÈRES	DEPARTMENTS
Couillard Entreprises inc.	11243	Institutions financières, compagnies et coopératives	Financial, Institutions Companies and Cooperatives
Green Ltd. (A.L.)	11243	<i>Assurance:</i>	<i>Insurance:</i>
Green Ltée (A.L.)	11243	Acadia Insurance Company (The) (Name ch.)	11262
Laiterie Perrette limitée	11243	Acadie, Compagnie d'Assurances (L') (Nom ch.)	11262
Luceville Lumber Co. Ltd. (The)	11243	Coronation Insurance Company Limited (Per- mis-Licence)	11261
Perrette Dairy Limited	11243	Société amicale des aveugles (La) (Annul.) ..	11261
Lettres patentes (1^{er} partie)	Letters Patent (Part I)	Terres et forêts	Lands and Forests
Voir page: 11237		<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>
(3^e partie)	(Part III)	Jonquière, canton-township	11260
Voir page: 11241		Lafèche, canton-township	11260
Lettres patentes avis d'annulation (1^{er} avis)	Letters Patent notice of annulment (1st notice)	Saint-Joachim de Châteauauguay, par.	11260
Achigan Holdings Ltd. (L')	11242	NOMINATIONS	APPOINTMENTS
Atlantic Steel Corporation	11242	<i>Divers:</i>	<i>Miscellaneous:</i>
Carel Chaussures ltée	11242	Angers, Roland (Juge de la Cour Provincial- Judge of the Provincial Court)	11263
Carel inc.	11242	Beaudry, Paul (Juge de la Cour Provinciale- Judge of the Provincial Court)	11263
Commercial Maintenance Co. Ltd.	11242	Bernier, Raymond (Juge des Sessions-Judge of the Sessions)	11264
Cook Construction ltée	11242	Blanchette, Jean-Guy (Juge de la Cour Pro- vinciale-Judge of the Provincial Court)	11262
General Insurance & Claim Service Inc.	11242	Boily, Gabriel (Coroner)	11262
Plast-O-Matic inc.	11242	Boisvert, Gérald (Juge de la Cour Provinciale- Judge of the Provincial Court)	11262
Service Général d'Assurances & Réclamations inc.	11242	Mayrand, Yves (Juge des Sessions-Judge of the Sessions)	11264
Tap Room Inc. (The)	11242	Pinard, Claude (Juge de la Cour Provinciale- Judge of the Provincial Court)	11263
Sièges sociaux	Head Offices		
Acupuncture Association of Québec	11249		
Agences Gilles Talbot Inc. (Les)	11251		
April Caravans Inc.	11249		
Association d'Acupuncture du Québec (L') ..	11249		
Caravanes April Inc. (Les)	11249		
G.K.S. Investments Ltd.	11248		
Gatineau Materials Inc.	11250		
Godin (Richard Georges) Ltd. (Erratum)	11252		
Godin (Richard Georges) ltée (Erratum)	11252		
Granton Products Ltd.	11250		
Harmonie de l'Ancienne-Lorette Inc. (L') ..	11250		

PROCLAMATION	PROCLAMATION	VENTES	SALES
Coming into force of the official cadastre of a part of the city of Noranda, situated in the registration division of Rouyn-Noranda . . .	11269	Par Shérifs	By Sheriffs
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie de la Ville de Noranda, située dans la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda	11269	Joliette	Joliette
		Guindon <i>vs</i> Cadieux	11271
Services de santé et services sociaux	Health Services and Social Services	Montréal	Montreal
Loi sur les	Act	Impériale Compagnie d'Assurance-Vie <i>vs</i> Scalici (L')	11271
Centre Local de Services Communautaires de Mont-Laurier (L.P.)	11259	Impériale Compagnie d'Assurance-Vie <i>vs</i> Scalici (L')	11272
Sociétés coopératives agricoles	Cooperative Agricultural Associations	Imperial Life Assurance Company <i>vs</i> Scalici (The)	11271
Société coopérative agricole de St-Pamphile (Dissolution)	11269	Imperial Life Assurance Company <i>vs</i> Scalici (The)	11272
Société d'habitation du Québec	Québec Housing Corporation	Jacques (Rolland) Inc. <i>vs</i> Pierrine Construction Co. Ltd. et al	11272
Municipal Housing Bureau of Hébertville	11264	Milbern Window Limited <i>vs</i> Gauthier	11273
Office municipal d'habitation d'Hébertville . .	11264	Rimouski	Rimouski
Sociétés agricoles et laitières	Farmers' and Dairymen's Associations	Imbeault <i>vs</i> Bélanger	11276
Cercle d'amélioration du bétail de Pontiac-Ouest (Formation)	11265	Michaud <i>vs</i> Michaud	11274
SOUSSIONS — demandes de	TENDERS — Requests for	Rouyn-Noranda	Rouyn-Noranda
Courville, town (Erratum)	11268	Avco C.F.C. Limited <i>vs</i> Connelly	11276
		Taxes	Taxes
		Baie d'Urfé, ville-town	11265
		St-Bruno de Montarville, ville-town	11266
		St-Félicien, ville-town	11267

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Arrêtés en conseil
Chambre du conseil exécutif

Orders in Council
Executive Council Chamber

A.C. 3317-72 du 8 novembre 1972

LOI CONSTITUANT LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
DE FINANCEMENT DU QUÉBEC
(L.Q. 1962, ch. 54 et am.)

Réduction du fonds social

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réduction du fonds social de la Société
générale de financement du Québec.

ATTENDU QUE la Société générale de financement du Québec a été constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi constituant la Société générale de financement du Québec, (S.Q. 1962, ch. 54) de la législature de la Province de Québec, sanctionnée le 6 juillet 1962, modifiée en vertu de la Loi modifiant la charte de la Société générale de financement du Québec (S.Q. 1966-1967, ch. 76) sanctionnée le 12 août 1967 et en vertu de la Loi modifiant la charte de la Société générale de financement du Québec, (L.Q. 1971, ch. 78) sanctionnée le 24 décembre 1971;

ATTENDU QUE l'article 4 de la loi de 1971 permet à la Société de réduire le montant de son fonds social par l'annulation d'actions à dividende différé pour une valeur nominale égale à la radiation de l'excédent du coût sur la valeur estimée de réalisation des placements de la Société en actions, obligations et avances dans les compagnies Albert Gigaire Ltée, Corporation Maki et Sogefor Ltée;

ATTENDU QUE les administrateurs de la Société générale de financement du Québec ont adopté en conséquence le 30 mai 1972 un règlement Spécial "A" visant à réduire le fonds social de la Société.

ATTENDU QUE l'article 6 de la loi prévoit qu'un règlement de cette nature doit être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, sans aucune autre approbation, sanction ou confirmation et n'est sujet à aucune opposition.

ATTENDU QUE l'article 6 de la Loi prévoit que le ministre de l'industrie et du commerce exerce, à cet égard, les pouvoirs conférés au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives par la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (S.R.Q. 1964, ch. 275).

O.C. 3317-72, 8 November, 1972

ACT TO INCORPORATE THE GENERAL
INVESTMENT CORPORATION OF QUÉBEC
(S.Q. 1962, ch. 54 and am.)

Reduction of capital

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the reduction of capital of the General Investment Corporation of Québec.

WHEREAS the General Investment Corporation of Québec was incorporated under the provisions of an Act of the Legislature of the Province of Québec to incorporate the General Investment Corporation of Québec, (S.Q. 1962, ch. 54), assented to on 6 July 1962, amended by an Act to amend the charter of the General Investment Corporation of Québec (S.Q. 1966-1967, ch. 76) assented to on 12 August 1967, and by an Act to amend the charter of the General Investment Corporation of Québec, (S.Q. 1971, ch. 78) assented to on 24 December 1971;

WHEREAS section 4 of the Act of 1971 allows the Corporation to reduce the amount of its capital by the cancellation of issued deferred-dividend shares for a par value equal to the write-off of the cost surplus over the appraised value of the realization of the investments of the Corporation in the shares, debentures of, and advances to, Albert Gigaire Ltée, Maki Corporation and Sogefor Ltd.;

WHEREAS the directors of the General Investment Corporation of Québec made, therefore, on 30 May 1972, a Special Regulation "A" respecting the reduction of capital of the Corporation.

WHEREAS section 6 of the Act provides that such Regulation shall be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council, but shall require no other approval, assent or confirmation, and shall be subject to no objection.

WHEREAS section 6 of the Act provides that the Minister of Industry and Commerce shall, in this respect, exercise the powers conferred upon the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives by the Special Corporation Powers Act (R.S.Q. 1964, ch. 275).

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'industrie et du commerce:

QUE le règlement spécial « A » de la Société soit approuvé, réduisant ainsi le montant du fonds social de la Société de \$150,000,000 à \$140,900,000 par l'annulation de 910,000 actions à dividende différé émises de son fond social, de la valeur nominale de \$10. chacune.

De sorte que le fonds social autorisé de la Société est de \$140,900,000 divisé en:

- i) 2,090,000 actions à dividende différé, dont 1,090,000 ont été émises et payées et sont en cours,
- ii) 2,000,000 d'actions privilégiées dont 500,000 ont été émises et payées et sont en cours,
- iii) 10,000,000 d'actions ordinaires, dont 1,476,502 ont été émises et payées et sont en cours.

QUE le règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* pour qu'il entre en vigueur à la date de sa publication.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

EXTRAIT du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'administration de la Société générale de financement du Québec, tenue le 30 mai 1972.

Sur proposition dûment faite et appuyée, IL EST UNANIMEMENT RÉSOLU:

QUE le règlement suivant soit, et il est par les présentes, décrété comme Règlement Spécial « A » de la Société:

« Sous réserve de l'approbation du présent règlement par le lieutenant-gouverneur en conseil, le fonds social de la Société est réduit de \$150,000,000 à \$140,900,000 par l'annulation de 910,000 actions à dividende différé émises de son fonds social, de la valeur nominale de \$10 chacune.

Les administrateurs de la Société, par requête signée par deux (2) quelconques d'entre eux, sont autorisés à demander au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement.

Le présent règlement, lorsqu'il sera entré en vigueur suivant la loi, constituera instructions et autorisation au registraire des actions à dividende différé de la Société de faire au registre de ces actions les écritures appropriées et d'émettre, au nom du ministère de l'industrie et du commerce, tout certificat requis en exécution du présent règlement. »

COPIE CERTIFIÉE CONFORME, DATÉE ET SIGNÉE EN LA VILLE DE MONTRÉAL, CE VINGTIÈME JOUR DE JUIN 1972.

Le secrétaire,
ANDRÉ BELISLE.

49393-0

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

THAT the Special Regulation "A" of the Corporation be approved, reducing thereby the amount of capital of the Corporation from \$150,000,000 to \$140,900,000 by the cancellation of 910,000 issued deferred-dividend shares of its capital, each share having a par value of \$10.

So that the authorized capital of the Corporation be \$140,900,000, divided in

- (i) 2,090,000 deferred-dividend shares, of which 1,090,000 were issued, paid and are pending,
- (ii) 2,000,000 preferred shares of which 500,000 were issued, paid and are pending.
- (iii) 10,000,000 common shares, of which 1,476,502 were issued, paid and are pending.

THAT the said regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force on the date of its publication.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

EXTRACT of the minutes of a meeting of the Board of Directors of the General Investment Corporation of Québec, held on 30 May 1972.

Upon a motion duly proposed and seconded, IT IS UNANIMOUSLY RESOLVED:

THAT this Regulation be, and by these presents, enacted as the Special Regulation "A" of the Corporation:

"Subject to the approval of this Regulation by the Lieutenant-Governor in Council, the capital of the Corporation is reduced from \$150,000,000 to \$140,900,000 by the cancellation of 910,000 issued deferred-dividend shares of its capital, each share having a par value of \$10.

The directors of the Corporation, upon an application signed by any two (2) of them, are empowered to pray for the approval of this Regulation by the Lieutenant-Governor in Council.

This Regulation, upon its coming into force pursuant to the Act, shall be a directive and authorization to the registrar of the deferred-dividend shares of the Corporation to make the appropriate entries in the record of such shares and to issue, in the name of the Department of Industry and Commerce, any certificate required for the application of this Regulation."

CERTIFIED COPY, DATED AND SIGNED IN THE CITY OF MONTREAL, THIS 20th DAY OF JUNE, 1972.

The Secretary,
ANDRÉ BELISLE.

49393-0

A.C. 3564-72 du 29 novembre 1972

LOI DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE
(S.R.Q. 1964, ch. 161)

Vaccin antivariolique

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au chapitre I des règlements provinciaux d'hygiène relative à la vaccination antivariolique obligatoire.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16, paragraphe 9, de la loi d'hygiène publique (S.R.Q. 1964, ch. 161) le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre des affaires sociales, peut faire des règlements pour prévenir et contrôler les maladies contagieuses;

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil 1046 du 17 octobre 1956, publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 3 novembre 1956, le chapitre I des règlements provinciaux d'hygiène intitulé « Prophylaxie des maladies contagieuses de l'homme » a été adopté;

ATTENDU QUE l'article 90 de ce chapitre défend l'admission d'un étudiant dans une école s'il ne produit pas un certificat médical attestant soit qu'il a été vacciné avec succès contre la variole au cours des 5 dernières années, soit qu'il a eu antérieurement la variole, soit qu'il est réfractaire à cette vaccine;

ATTENDU QUE, suivant les autorités médicales, cette vaccination systématique et obligatoire des étudiants n'a plus sa raison d'être et qu'il y a lieu, de l'abandonner;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier l'arrêté en conseil 1046 du 17 octobre 1956;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des affaires sociales:

QUE l'arrêté en conseil 1046 du 17 octobre 1956, publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 3 novembre 1956, et étant le chapitre I des règlements provinciaux d'hygiène, soit modifié de la façon suivante:

- a) en abrogeant l'article 90;
- b) en retranchant, dans l'article 91, le mot et le nombre « et 90 »;

QUE le présent arrêté en conseil entrera en vigueur 15 jours après sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* conformément à l'article 18 de la Loi de l'hygiène publique.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

49332-o

O.C. 3564-72, 29 November, 1972

PUBLIC HEALTH ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 161)

Smallpox vaccination

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING an amendment to Chapter I of the Provincial Health Regulations concerning compulsory smallpox vaccination.

WHEREAS, pursuant to section 16, paragraph 9, of the Public Health Act (R.S.Q. 1964, ch. 161), the Lieutenant-Governor in Council may, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs, make regulations to prevent and check contagious diseases;

WHEREAS, under Order in Council 1046 dated 17 October 1956, published in the *Québec Official Gazette* on 3 November 1956, Chapter I of the Provincial Health Regulations entitled "Control of Communicable Diseases in Man" was adopted;

WHEREAS section 90 of the said chapter provides that no student shall be admitted to a school who has not produced a medical certificate attesting either that he has been vaccinated against smallpox with positive results within the last five years, that he has previously suffered from smallpox or that he is immune to the vaccine;

WHEREAS, according to the medical authorities, such systematic and compulsory vaccination of students no longer serves a useful purpose, and it is, therefore, expedient to abandon such practice;

WHEREAS it is necessary to amend Order in Council 1046 dated 17 October 1956 thereto;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs;

THAT Order in Council 1046 dated 17 October 1956, published in the *Québec Official Gazette* on 3 November 1956, being Chapter I of the Provincial Health Regulations, be amended as follows:

- (a) section 90 is revoked;
- (b) in section 91, strike out the words and figure "and 90".

THAT, pursuant to section 18 of the Public Health Act, this Order in Council come into force 15 days after the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

49392-o

A.C. 3628-72 du 29 novembre 1972

LOI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION
(L.Q. 1968, ch. 45)

Grutier

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un Règlement modifiant le règlement numéro 1 relatif au champ d'application de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

ATTENDU QUE l'article 2a de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.Q. 1968, ch. 45) permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'édicter tout règlement jugé nécessaire pour préciser davantage le champ d'application;

ATTENDU QUE des difficultés d'application du décret relatif à l'industrie de la construction, tant au niveau du Code du travail qu'au niveau de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, sont survenues dans les cas où des grutiers oeuvrent et à l'intérieur et à l'extérieur du champ d'application de ladite loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le Règlement ci-annexé modifiant le Règlement no. 1 relatif au champ d'application de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction soit adopté.

QUE ce règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement modifiant le Règlement
numéro 1 relatif au champ
d'application de la Loi sur les relations
du travail dans l'industrie de la
construction

1. Le Règlement numéro 1 relatif au champ d'application de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (A.C. 4787 du 22 décembre 1970) est modifié en insérant après l'article 2 (Travail en atelier) le suivant:

« 2a. *Grutier*: Tout grutier affecté habituellement par son employeur à un travail de construction mais appelé occasionnellement à effectuer comme tel un travail autre qu'un travail de construction demeure assujéti à la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction. »

49394-o

LR-3428

O.C. 3628-72, 29 November 1972

CONSTRUCTION INDUSTRY
LABOUR RELATIONS
(S.Q. 1968, ch. 45)

Crane operator

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a Regulation amending Regulation No. 1 respecting the scope of the Construction Industry Labour Relations Act.

WHEREAS section 2a of the Construction Industry Labour Relations Act (Q.S. 1968, ch. 45) allows the Lieutenant-Governor in Council to enact any regulation deemed necessary to determine more specifically the scope of the said Act;

WHEREAS difficulties in the application of the Decree respecting the construction industry at the level of both the Labour Code and the Construction Industry Labour Relations Act have occurred in situations where crane operators work both within and outside of the scope of the said Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the Regulation attached hereto amending regulation no. 1 respecting the scope of the Construction Industry Labour Relations Act be adopted.

THAT this regulation come into force the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending
Regulation No. 1
respecting the scope
of the Construction
Industry Labour Relations Act

1. Regulation No. 1 respecting the scope of the Construction Industry Labour Relations Act (O.C. 4787 of December 22, 1970) is amended by inserting the following after section 2 (Shop-work):

“2a. Any crane operator who is usually called upon by his employer to do construction work and occasionally called upon as a crane operator to do work other than construction work remains governed by the Construction Industry Labour Relations Act.”

49394-o

A.C. 2785, 20 septembre 1972

LOI FAVORISANT LE CRÉDIT À
LA PRODUCTION AGRICOLE
(L.Q. 1972, ch.)

Production agricole

(Erratum)

Veuillez apporter les corrections suivantes à la version française de l'avis publié le 18 novembre 1972.

Formules CP

Page 10,034: CP-1, page 3, les articles 12 à 16 inclusivement doivent être changés pour lire:

- (12) L'emprunteur est marié célibataire veuf séparé divorcé et a à sa charge personnes dont sont des enfants de moins de 16 ans et sont des garçons de plus de 16 ans demeurant à la maison.
L'emprunteur est marié en communauté en séparation de biens avec
(Nom et prénom du conjoint)
- (13) L'emprunteur tient feu et lieu sur la ferme exploitée depuis le19.....; s'il habite ailleurs, indiquer la distance entre la résidence et la ferme ...
- (14) L'emprunteur cultive la ferme lui-même à titre de propriétaire ou de locataire depuis le19.....; auparavant il a cultivé une ferme située àpendant.....ans.
(Paroisse) (Comté)
- (15) L'emprunteur, en plus d'exploiter la ferme, a une occupation régulière occasionnelle à plein temps à temps partiel .
Donner le nom de l'employeur
La nature et le genre d'occupation:
Indiquer le nombre d'heures..... par jour, de jours..... par semaine, de semaines..... par année qu'il y consacre, ainsi que le salaire hebdomadaire mensuel ou annuel qu'il en perçoit: \$
- (16) Si l'emprunteur est un locataire, fournir les renseignements suivants concernant son bail:

A)		
Date de la signature	N° d'enregistrement	Date de l'enregistrement

O.C. 2785, 20 September, 1972

ACT TO PROMOTE CREDIT
TO FARM PRODUCERS
(S.Q. 1972, Bill 11)

Farm Producers (credit)

Erratum

Please make the following corrections in the English version of the notice published on November 18, 1972.

CP Forms

Page 10,035: CP-1, page 3, section 10, delete the semicolon after item 7.

Page 10,039: CP-1A, page 1, replace the text in the upper left-hand corner by: "Authorized representative (s) for a corporation for agricultural exploitation of for an agricultural exploitation partnership are required to complete and sign this form in duplicate".

Page 10,043: CP-1A, page 3, section (10), delete the semicolon after item 7.

Page 10,051: CP-2, page 3, section (11), replace "belonging to" by "cultivated by".

Page 10,053: CP-2, page 4, in the upper right-hand corner, delete "CP-2."

Page 10,061: CP-6, the fifth column, should read: "Original amount of loan" instead of: "Amount of loan".

Page 10,069: CP-9A, section 4, 2nd line, add an 's' to the work "letter".

49332-o

Durée totale du bail	Date de son expiration	Nombre de mois à courir avant son expiration

- B) Le nom et l'adresse du propriétaire de la ferme louée.....
- C) Possibilités raisonnables de renouvellement (donner les raisons):

Page 10,038: CP-1A, page 1, enlever au coin supérieur droit de l'article (1): « Date de naissance » et les cases.

Page 10,040: CP-1A, page 2, article (8) et N.B.: au bas, remplacer (PAF) par (PPA).

Page 10,044: CP-1A, page 4, à la fin du 2e paragraphe, remplacer « que j' » par « qu'il » (qu'il exploite au lieu de que j'exploite).

Page 10,052: CP-2, enlever au coin supérieur droit: CP-2.

Page 10,066: CP-9, article 3, 2e ligne, lire: article (1) au lieu de (2).

49332-o

A.C. 2786, 20 septembre 1972

LOI DE L'AMÉLIORATION DES FERMES
(S.R.Q. 1964, ch. 109 et am.)

Amélioration des fermes

(Erratum)

Veillez apporter les corrections suivantes à la version française de l'avis publié le 18 novembre 1972:

Formule MT

Page 10,088: MT-1, page 2, article (8) et N.B. au bas de la page, remplacer (PPA) par (PAF).

Page 10,096: MT-1A, page 2, article (8) et N.B. au bas de la page, remplacer (PPA) par (PAF).

Page 10,098: MT-1A, page 3, remplacer les articles (12 à 16) inclusivement par les suivants:

- (12) L'emprunteur est une corporation d'exploitation agricole constituée en vertu de la Loi des compagnies (Chap. 271) oui non dont le siège social est situé à
ou une société d'exploitation agricole au sens du Code civil formée au moyen d'un contrat par écrit conforme aux règlements oui non dont l'activité est l'exploitation de la ferme décrite à l'article 5(A) oui non .

- (13) Détails quant aux actionnaires de la corporation ou aux sociétaires de la société, selon le cas:

L'avoir total ou l'actif global de la corporation ou de la société est de \$

Nom des actionnaires
ou sociétaires

Adresses

- | | |
|----------|-------|
| A) | |
| B) | |
| C) | |
| D) | |
| E) | |

**Participation de chaque actionnaire
ou sociétaire dans l'actif de la
corporation ou société**

	En
	pourcentage
A)	"
B)	"
C)	"
D)	"
E)	"

Tous les actionnaires ou sociétaires sont des personnes physiques oui non .

O.C. 2786, 20 September, 1972

FARM IMPROVEMENT ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 109 and am.)

Farm Improvement

(Erratum)

Please make the following corrections in the English version of the notice published on November 18, 1972:

MT Forms

Page 10,091: MT-1, page 3, section (10), delete the semicolon after item 7.

Page 10,095: MT-1A, page 1, section (1), after: "Soc. Ins. No., add: "of authorized representative".

Page 10,099: MT-1A, page 3, section (10), delete the semicolon after item 7.

Page 10,107: MT-2, page 3, section (11), replace "belonging to" by "cultivated by".

Page 10,109: MT-2, page 4, delete "MT-2".

Page 10,117: MT-6, the fifth column should read: "Original amount of loan" instead of: "Amount of loan (omit cents)".

Page 10,123: MT-9, section 1, the heading of column 1 should read "Objects" instead "Objets".

Page 10,125: MT-9-A, section 4, delete "(Name of creditor)" so that it is mentioned only once.
49332-o

(14) Les actionnaires ou sociétaires nommés à l'article 13 dont les noms apparaissent contre les lettres A) B) C) D) et E) sont des exploitants agricoles au sens de la loi.

(15) Les actionnaires ou sociétaires nommés à l'article 13 dont les noms apparaissent contre les lettres A) B) C) D) et E) exploitent la ferme de la corporation ou de la société décrite à l'article 5(A).

(16) *Détails additionnels quant à la ferme:*

La ferme de l'emprunteur est-elle susceptible de produire, compte tenu de l'ensemble de ses ressources, un revenu permettant à ceux qui l'exploitent:

A) d'en acquitter les frais d'exploitation (y compris l'entretien et la dépréciation), oui non

B) de remplir leurs obligations, oui non

C) de faire vivre leur famille convenablement, oui non

Revenu net de la dernière année d'opérations: \$...

Page 10,102: MT-2, page 1, article 1, ajouter le mot « en » après « qu'il » pour lire: « dès qu'il en aura réalisé l'achat ».

Page 10,108: MT-2, page 4, coin supérieur droit, enlever MT-2.

Page 10,122: MT-9, article (3) enlever (*nom d'*).
49332-o

Conseil du Trésor

Treasury Board

C.T. 67778 du 22 novembre 1972

LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE
(L.Q. 1965, ch. 14)

Adjoints au cadres

CONCERNANT le Règlement modifiant le règlement concernant le statut particulier des adjoints aux cadres supérieurs.

ATTENDU QUE la Commission de la fonction publique a adopté, à son assemblée du 17 novembre 1972, le règlement ci-joint modifiant son règlement concernant le statut particulier des adjoints aux cadres supérieurs;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi de la fonction publique (L.Q. 1965, ch. 14) les règlements de la Commission sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 22 de la Loi de l'administration financière (L.Q. 1970, ch. 17) le Conseil du trésor exerce les pouvoirs qui sont conférés au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de la fonction publique;

IL EST DÉCIDÉ par le conseil du trésor:

QUE soit approuvé le règlement ci-joint de la Commission de la fonction publique adopté à son assemblée du 17 novembre 1972 à l'effet de modifier son règlement concernant le statut particulier des adjoints aux cadres supérieurs;

QUE ledit règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier adjoint,
PIERRE-YVES VACHON.

Règlement modifiant le règlement de la Commission de la fonction publique concernant le statut particulier des adjoints aux cadres supérieurs

1. Le règlement de la Commission de la fonction publique concernant le statut particulier des adjoints aux cadres supérieurs est modifié:

a) en *retranchant* les mots « cette classe comprend 8 échelons », à la rubrique « CLASSIFICATION »;

b) en y *remplaçant* le sous-paragraphe 2 du paragraphe b de la rubrique « RECRUTEMENT » par le suivant:

T.B. 67778, 22 November 1972

CIVIL SERVICE ACT
(S.Q. 1965, ch. 14)

Assistant senior officers

RESPECTING the Regulation amending the Regulation concerning the special status of assistant senior officers.

WHEREAS the Civil Service Commission made, at its meeting of 17 November 1972, the regulation amending its regulation respecting the special status of assistant senior officers, which is annexed hereto;

WHEREAS pursuant to section 16 of the Civil Service Act (S.Q. 1965, ch. 14), the regulations of the Commission shall be subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and shall be published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS pursuant to section 22 of the Financial Administration Act (S.Q. 1970, ch. 17), the Treasury Board shall exercise the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council under the Civil Service Act;

IT IS DECIDED by the treasury board:

THAT the Civil Service Commission Regulation amending its Regulation concerning the special status of assistant senior officers, made at its meeting of 17 November 1972 and annexed hereto, be approved.

THAT the said Regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

PIERRE-YVES VACHON,
Assistant Clerk.

Regulation amending the civil service commission regulation concerning the special status of assistant senior officers

1. The Civil Service Commission Regulation concerning special status of assistant senior officers is amended as follows:

(a) by striking out, under the heading "CLASSIFICATION", the words "with 8 grades";

(b) by replacing clause 2 of paragraph b, under the heading "RECRUITMENT", by the following:

« 2) Pour le candidat à l'emploi du Gouvernement: avoir atteint l'échelon qui rend admissible au concours ou à l'examen tenu pour la classe I d'un corps de fonctionnaires professionnels.

OU

Pour le candidat de l'extérieur: posséder le nombre d'années d'expérience professionnelle pertinente correspondant à l'échelon qui rend admissible au concours ou à l'examen tenu pour la classe I d'un groupe de fonctionnaires professionnels. »

c) en y remplaçant la rubrique « NOMINATION » et le texte qui y apparaît par les suivants:

« NOMINATION ET RÉMUNÉRATION »

La période d'emploi continu à titre temporaire dans la fonction publique, requise avant d'être nommé à titre permanent, est de 12 mois pour les fonctionnaires de ce corps.

L'adjoit aux cadres supérieurs reçoit un traitement fixe. »

d) en en retranchant la rubrique « AVANCEMENT ».

2. ENTRÉE EN VIGUEUR: Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de son approbation par l'autorité compétente et prend effet à compter du 1er janvier 1973.

49390-o

“(2) Civil service candidates:

These candidates shall have reached the grade required to enter the class I promotion competition or examination held for professional civil servant groups.”

OR

other candidates:

These candidates shall have the number of years of pertinent professional experience equivalent to the grade required to enter the class I promotion competition or examination held for professional civil servant groups.”

(c) by replacing the heading “APPOINTMENT” and the text thereunder by the following:

“APPOINTMENT AND REMUNERATION”

The period of continuous temporary employment in the civil service required before permanent appointment shall be 12 months for functionaries of this group.

The assistant senior officer shall receive a fixed salary”.

(d) by striking out the heading “PROMOTION”.

2. Coming into force: This Regulation shall come into force upon the date of its approval by the competent authority and shall become effective on 1 January 1973.

49390-o

C.T. 67920, du 29 novembre 1972

T.B. 67920, 29 November, 1972

LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE
(L.Q. 1965, ch. 14)

CIVIL SERVICE ACT
(S.Q. 1965, ch. 14)

Congés

Leaves of absence

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT le « Règlement modifiant le règlement concernant les congés ».

RESPECTING the "Regulation amending the Regulation concerning leaves of absence".

ATTENDU QUE la Commission de la fonction publique a adopté à son assemblée du 24 novembre 1972, un Règlement modifiant son Règlement concernant les congés;

WHEREAS the Civil Service Commission made, at its meeting of 24 November 1972, a Regulation amending its Regulation concerning leaves of absence;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi de la fonction publique (L.Q. 1965, 1ère session, ch. 14) les règlements de la Commission sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

WHEREAS, under section 16 of the Civil Service Act (S.Q. 1965, 1st session, ch. 14), the regulations of the Commission shall be subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and shall be published in the *Québec Official Gazette*;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 22 de la Loi de l'administration financière (L.Q. 1970, ch. 17) le Conseil du trésor exerce les pouvoirs qui sont conférés au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de la fonction publique;

WHEREAS, under section 22 of the Financial Administration Act (S.Q. 1970, ch. 17), the Treasury Board shall exercise the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council under the Civil Service Act;

IL EST DÉCIDÉ par le conseil du trésor:

IT IS DECIDED by the Treasury Board:

QUE soit approuvé le règlement ci-joint de la Commission de la fonction publique adopté à son assemblée du 24 novembre 1972 à l'effet de modifier son règlement concernant les congés;

THAT the Civil Service Commission Regulation, made at the meeting of the said Commission held on 24 November 1972 and annexed hereto, which amends its Regulation concerning leaves of absence, be approved;

QUE ledit règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

THAT the said Regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

Le greffier adjoint,
PIERRE-YVES VACHON.

PIERRE-YVES VACHON,
Assistant Clerk.

Règlement modifiant le règlement de la Commission de la fonction publique concernant les congés

Regulation amending the civil service commission regulation concerning leaves of absence

1. Le règlement de la Commission de la fonction publique concernant les congés (A.C. 3881 du 5 décembre 1968) est modifié:

1. The Civil Service Commission Regulation concerning leaves of absence (O.C. 3881, 5 December 1968) is amended as follows:

a) en y remplaçant, dans la dernière ligne de l'article 4, le chiffre « 1 » par le chiffre « 2 »;

(a) in the last line of section 4, by replacing the figure "1" by the figure "2";

b) en y remplaçant, dans l'article 5, le tableau par le suivant:

(b) in section 5, by replacing the table contained therein by the following table:

<i>Service continu au 1er avril</i>	<i>Accumulation des crédits de vacances du 1er avril au 31 mars (jours ouvrables)</i>	<i>Continuous service at 1 April</i>	<i>Accumulation of vacation credits from 1 April to 31 March (work days)</i>
Moins d'un an	1 jour par mois de service (maximum: 10 jours)	Less than 1 year	1 day per month of service (maximum: 10 days)
1 an et moins de 10 ans	15 jours	1 year and less than 10 years	15 days
10 ans et plus	20 jours	10 years or more	20 days
2. <i>Entrée en vigueur:</i> Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de son approbation par l'autorité compétente.		2. <i>Coming into force:</i> This Regulation shall come into force upon the date of its approval by the competent authority.	
49390-o		49390-o	

Avis divers

Miscellaneous Notice

LOI DE PHARMACIE
(S.R.Q. 1964, ch. 255 art. 5)

Projet de règlement

Collège des pharmaciens du Québec

Avis est donné, conformément à l'article 5 de la Loi de pharmacie (S.R.Q. 1964, ch. 255) que le Collège des pharmaciens du Québec s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, à l'expiration des 30 jours suivant la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*, pour obtenir l'approbation des règlements suivants:

Règlement concernant la tenue
d'un dossier-patient

1. Tout pharmacien, dans l'exercice de sa profession, doit tenir un dossier pour chacun de ses patients.

Les renseignements suivants sont considérés comme obligatoires:

- a) Patient:
nom et prénom
adresse
date de naissance
sexe
- b) médicament prescrit:
date de l'ordonnance
no de l'ordonnance
date de l'exécution de l'ordonnance
dénomination commune et/ou commerciale
concentration
quantité
posologie
fréquence du renouvellement
date du renouvellement
quantité du renouvellement
date et raison du refus d'exécuter une ordonnance
date et raison du refus d'exécuter le renouvellement
- c) prescripteur:
nom
- d) Pharmacien instrumentant:
nom (signature ou paraphe)

2. Constitue un acte dérogatoire à l'honneur et à l'exercice de la profession le fait pour un pharmacien d'omettre de tenir un dossier-patient; constitue de la même façon un acte dérogatoire le fait de ne point tenir à jour un dossier-patient et le fait d'omettre volontairement l'inscription d'un ou plusieurs de ces renseignements obligatoires.

PHARMACY ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 255 sect. 5)

Draft Regulation

College of pharmacists of the province of Québec

Public notice is hereby given that, pursuant to section 5 of The Pharmacy Act (R.S.Q. 1964, ch. 255) The College of Pharmacists of the Province of Québec will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council upon the expiration of 30 days from the date of publication of this notice in the *Québec Official Gazette* praying for approval of the following by-laws:

By-law concerning the holding
of a patient's record

1. Any pharmacist, in the exercise of his profession, must hold a record for each of his patients.

The following information is considered obligatory:

- (a) Patient:
name and surname
address
date of birth
sex
- (b) Medication prescribed:
date of the prescription
no. of the prescription
date on which the prescription was filled
generic and/or commercial name
strength
quantity
dose
frequency of renewal
renewal date
quantity refilled
date and reason of refusal to fill a prescription
date and reason of refusal to refill a prescription
- (c) Prescriber:
name
- (d) Pharmacist responsible:
name (signature or initials)

2. It is a derogatory act to the honour of exercising the profession to omit keeping a patient's record; it is also a derogatory act the fact of not keeping such records up to date and/or omitting voluntarily any of the compulsory information requested.

Le dossier-patient doit être conservé pour une période minimale de 5 années, après quoi, si le pharmacien désire s'en départir, il devra le remettre au Collège des pharmaciens qui pourra le confier aux archives du ministère des affaires sociales pour fins de recherches et de statistiques après qu'autorisation du Collège des pharmaciens aura été émise à ces fins.

Dans le cas du pharmacien oeuvrant dans un établissement régi par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.Q. 1971, ch. 48) ou par la Loi sur la protection du malade mental (L.Q. 1972 ch. P.L 46) le dossier de l'établissement peut être considéré comme le dossier-patient du présent règlement à la condition que le pharmacien ait accès au dossier de l'établissement afin d'y inscrire, s'il y a lieu, les renseignements mentionnés dans le présent règlement et de parapher telles inscriptions.

49391-o

The patient record must be kept for a minimum period of 5 years; after which period, the pharmacist must send the said patient record to the College of Pharmacists, or continue to keep the said patient record on file. The College of Pharmacists, having received the said patient record, may transfer it to the archives of the Ministry of Social Affairs, and may authorize it to be used for purposes of statistical and pharmaceutical research, if it so desires.

In the case of a pharmacist working in an establishment governed by the Act respecting the health services and social services, or by the Mental Patients Protection Act (S.Q. 1972 ch. Bill 46), the patient record of the Institution may be considered as the patient record required by this By-Law, providing that the pharmacist has access to the said patient record for the purpose of inscribing, if necessary, the information required by by-law.

The said inscription shall be initialed by the pharmacist.

49391-o

INDEX No 49

Partie II: lois et règlements -- Part II: Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL

2785 — Crédit à la production agricole, Loi favorisant (L.Q. 1972, ch.) <i>Erratum</i>	11285
2785 — Credit to farm producers, Act to promote (S.Q. 1972, Bill 11) <i>Erratum</i>	11285
2786 — Amélioration des fermes (S.R.Q. 1964, ch. 109 et am.) <i>Erratum</i>	11287
2786 — Farm Improvement Act (R.S.Q. 1964, ch. 109 and am.) <i>Erratum</i>	11287
3317 — Société générale de financement du Québec (L.Q. 1962, ch. 54 et am.) <i>réduction du fond social</i> ..	11281
3317 — General Investment Corporation of Québec (S.Q. 1962, ch. 54 and am.) <i>Reduction of capital</i>	11281
3564 — Hygiène publique, Loi de (S.R.Q. 1964, ch. 161) <i>vaccin antivariolique</i>	11283
3564 — Public Health Act (R.S.Q. 1964, ch. 161) <i>Smallpox vaccination</i>	11283
3628 — Relations du travail dans l'industrie de la construction (L.Q. 1968, ch. 45) <i>règlement modifiant le règlement No 1 (grutier)</i>	11284
3628 — Construction Industry Labour Relations (S.Q. 1968, ch. 45) <i>Regulation amending Regulation No. 1 (Crane operator)</i>	11284

ORDERS IN COUNCIL

AVIS DIVERS

Collège des pharmaciens du Québec (<i>Projet de règlement</i>)	11293
College of Pharmacists of the Province of Québec (<i>Draft Regulation</i>)	11293

MISCELLANEOUS NOTICE

CONSEIL DU TRÉSOR

TREASURY BOARD

Adjoints aux cadres supérieurs, règlement modifiant le règlement concernant le statut particulier (C.T. 67778)	11289
Assistant senior officers, regulation amending the regulation concerning the special status (T.B. 67778)	11289
Congés, règlement modifiant le règlement concernant les congés (C.T. 67920)	11291
Leaves of absence, Regulation amending the Regulation concerning leaves of absence (T.B. 67920)	11291

SOMMAIRE

SUMMARY

ARRÊTÉS EN CONSEIL.....	11281	APPOINTMENTS.....	11262
ASSEMBLÉE NATIONALE.....	11260	CHANGE OF NAME ACT.....	11256
ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES.....	11255	COMPANIES ACT:	
AVIS DIVERS.....	11253-11293	Amalgamation of companies.....	11243
CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT.....	11259	Applications for surrender of charter.....	11243
CHANGEMENT DE NOM.....	11256	Head offices.....	11248
COMPAGNIES:		Letters patent.....	11237
Demandes d'abandon de charte.....	11243	Letters patent, notice of annulment.....	11242
Divers.....	11247	Miscellaneous.....	11247
Fusion de compagnies.....	11243	COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATIONS... ..	11269
Lettres patentes.....	11237	COOPERATIVE ASSOCIATIONS.....	11255
Lettres patentes, avis d'annulation.....	11242	DEPARTMENTS:	
Sièges sociaux.....	11248	Financial Institutions, Companies and Co- peratives.....	11261
CIES ÉTRANGÈRES.....	11254	Lands and Forests.....	11260
CONSEIL DU TRÉSOR.....	11289	EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES.....	11254
LIQUIDATION DES COMPAGNIES — LOI DE LA.....	11268	FARMERS' AND DAIRYMEN'S ASSOCIATIONS....	11265
MINISTÈRES:		HEALTH SERVICES AND SOCIAL SERVICES....	11259
Institutions financières, compagnies et coo- pératives.....	11261	MISCELLANEOUS NOTICES.....	11253-11293
Terres et forêts.....	11260	NATIONAL ASSEMBLY.....	11260
NOMINATIONS.....	11262	ORDERS IN COUNCIL.....	11281
PROCLAMATION.....	11269	PROCLAMATION.....	11269
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX.....	11259	QUÉBEC HOUSING CORPORATION.....	11264
SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES.....	11269	SALES BY SHERIFFS.....	11271
SOCIÉTÉS AGRICOLES ET LAITIÈRES.....	11265	SALES FOR TAXES.....	11265
SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC.....	11264	SAVINGS AND CREDIT UNIONS.....	11259
SOUSSIONS.....	11268	TENDERS.....	11268
VENTES PAR SHÉRIFFS.....	11271	TREASURY BOARD.....	11289
VENTES POUR TAXES.....	11265	WINDING-UP ACT.....	11268

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

**l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.**

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

**Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.**



TOME I \$4
TOME II \$5

Librairies

QUÉBEC:

L'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean
Tél.: 643-8035

Librairie Garneau Ltée
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTREAL:

L'Éditeur officiel du Québec
310 ouest, rue Sainte-Catherine
Tél.: 873-6101

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Ltée
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE:

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

HULL:

L'Éditeur officiel du Québec
662, boulevard Saint-Joseph
Tél.: 770-6910

NICOLET:

L'Éditeur officiel du Québec
460, boulevard Louis-Frèchette
Tél.: 293-2161